

FICHE D'INFORMATIONS CLES (FIC) 6994001IYI1HJC390C73 00024055

La présente offre de financement participatif n'a été vérifiée ou approuvée ni par l'autorité des services et marchés financiers (FSMA), ni par l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).
L'adéquation de votre expérience et de vos connaissances en la matière n'a pas nécessairement été évaluée avant que l'accès à cet investissement vous ait été accordé.
En effectuant cet investissement, vous en assumez pleinement les risques, y compris le risque de perte totale ou partielle du capital investi.

AVERTISSEMENT SUR LES RISQUES

Investir dans le présent projet de financement participatif comporte des risques, y compris le risque de perte totale ou partielle du capital investi. Votre investissement n'est pas couvert par les systèmes de garantie des dépôts établis conformément à la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil (1). Votre investissement n'est pas non plus couvert par les systèmes d'indemnisation des investisseurs établis conformément à la directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil (2).

Le retour sur investissement n'est pas garanti.

Ceci n'est pas un produit d'épargne, et nous vous conseillons de ne pas investir plus de 10 % de votre patrimoine net dans des projets de financement participatif.

Vous pourriez ne pas être en mesure de vendre les instruments d'investissement au moment où vous le souhaitez. Si vous êtes en mesure de les vendre, vous risquez néanmoins de subir des pertes.

(¹) Directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts (JO L 173 du 12.6.2014, p. 149).

(²) Directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs (JO L 84 du 26.3.1997, p. 22).

DÉLAI DE RÉFLEXION PRÉCONTRACTUEL POUR LES INVESTISSEURS NON AVERTIS


Les investisseurs non avertis bénéficient d'un délai de réflexion au cours duquel ils peuvent, à tout moment, retirer leur offre d'investissement ou leur manifestation d'intérêt pour l'offre de financement participatif sans justification ni encourir de pénalité. Le délai de réflexion commence à courir au moment où l'investisseur potentiel non averti fait une offre d'investissement ou manifeste son intérêt, et expire après quatre jours calendaires.

Pour exercer leur droit de retirer leur offre d'investissement ou leur manifestation d'intérêt pour l'offre de financement participatif dans un délai de quatre jours calendaires, les investisseurs non avertis doivent adresser un courrier électronique à ECCO NOVA en faisant état, de manière non-équivoque et sans justification, de leur volonté de se rétracter, à l'adresse électronique suivante : invest@econova.com.

APERÇU DE L'OFFRE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF

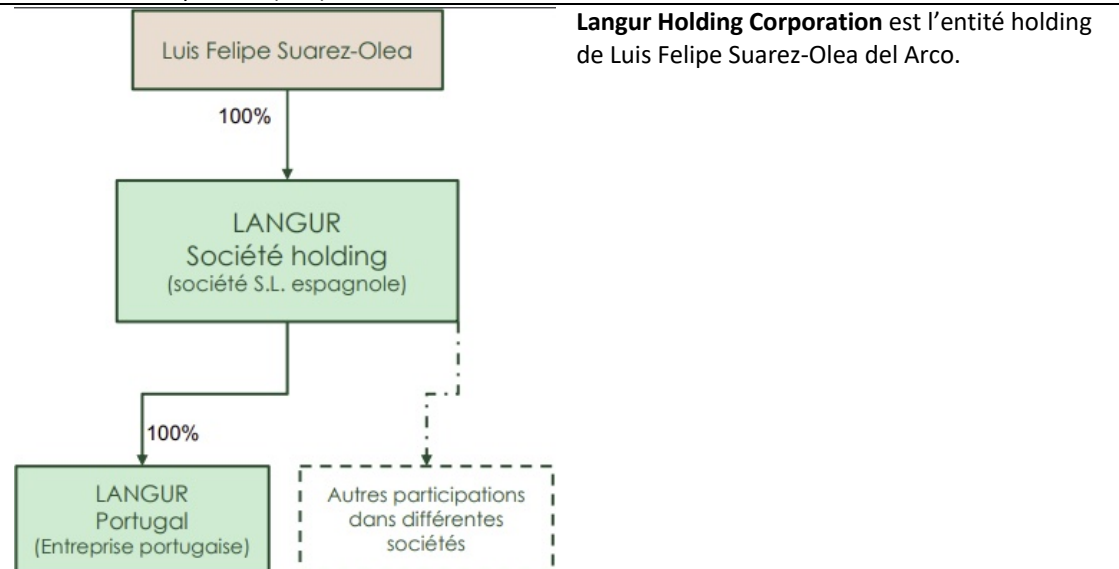
Identifiant de l'offre	6994001IYI1HJC390C73 00024055
Porteur de projet et nom du projet	LANGUR HOLDING CORPORATION S.L. SOL DE PORTUGAL
Type d'offre et type d'instruments	Obligations qui passent par l'entité ad hoc Ecco Nova Finance, dont le sous-jacent est une émission d'obligations (instrument de créance)
Montant cible	Le seuil de réussite de la campagne est de 250.000 € et le montant maximum de capitaux à lever est de 1.500.000 €.
Date limite	La date de clôture de l'offre est fixée au 15/01/2025 à 23h59.

PARTIE A – INFORMATIONS SUR LE(S) PORTEUR(S) DE PROJET ET SUR LE PROJET DE FINANCEMENT PARTICIPATIF

a)	Porteur de projet et projet de financement participatif	
Identité	Dénomination légale du porteur de projet : Langur Holding Corporation S.L. Pays d'origine/d'enregistrement : Espagne Numéro d'enregistrement : Inscrite au registre du commerce de Madrid, B87662136	
Forme juridique	Société anonyme	
Coordonnées	Site web : https://www.langurholding.com/ Adresse du siège statutaire : CALLE GENERAL MOSCARDO, 17, PISO 2º- LETRA A. 28020, MADRID Adresse électronique : info@langurholding.com / luis.suarezolea@langurholding.com	

Numéro de téléphone : (+34) 672 18 73 05

Propriété



Direction

Le président de Langur Holding Corporation est Luis Felipe Suarez-Olea del Arco. Il en est le président depuis la création de la société (voir annexe II : CV des représentants)

- b) **Responsabilité des informations fournies dans la présente fiche d'informations clés sur l'investissement**
Luis Felipe Suarez-Olea del Arco déclare qu'à sa connaissance, aucune information n'a été omise ni n'est manifestement trompeuse ou inexacte. Le porteur de projet est responsable de l'élaboration de la présente fiche d'informations clés sur l'investissement.
- Luis Felipe Suarez-Olea del Arco, président de Langur Holding Corporation, est responsable des informations contenues dans la FIC.
- La déclaration de Luis Felipe Suarez-Olea des Arco, par laquelle elles assument la responsabilité des informations figurant dans la présente fiche d'informations clés sur l'investissement au titre de l'article 23, paragraphe 9, du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil* (3), est jointe en annexe III.
- c) **Principales activités du porteur de projet, produits ou services proposés par le porteur de projet**
Fourniture des services de conseil en matière de gestion économique, administrative, financière, organisationnelle, interne et externe de tous types d'entités et d'entreprises axées sur le secteur de l'énergie et le développement de projets de tous types de production d'énergie.
- d) **Hyperlien vers les états financiers les plus récents du porteur de projet**
Les performances de Langur Holding Corporations S.L. peuvent être consultées à l'annexe IV.

e) Chiffres et ratios financiers clés du porteur de projet au cours des trois dernières années			
	Année -3 31/12/2021	Année -2 31/12/2022	Année -1 31/12/2023
i) Chiffre d'affaires	2.552.147,39 €	5.695.000,00 €	4.146.810,86 €
ii) Bénéfice net annuel	340.358,13 €	564.411,42 €	(358.785,05) €
iii) Actif total	12.378.609,03 €	18.495.208,61 €	25.575.009,18 €
iv) Marge bénéficiaire brute, d'exploitation et nette	Marge brute : 2.222.475,98 € EBITDA : 694.789,51 € EBIT : 686.212,49 €	Marge brute : 2.272.059,81 € EBITDA : 1.150.599,00 € EBIT : 1.174.443,84 €	Marge brute : 3.320.942,61 € EBITDA : 1.188.896,62 € EBIT : 1.176.518,95 €
v) Dette nette et ratio dettes/capitaux propres	Fonds propres : 4.132.350,65 € Dettes : 8.246.258,38 € Solvabilité (%) : 33%	Fonds propres : 8.726.762,07 € Dettes : 9.768.446,54 € Solvabilité (%) : 47%	Fonds propres : 8.411.701,20 € Dettes : 17.163.307,98 € Solvabilité (%) : 33%
vi) Ratio de liquidité restreinte ; taux de couverture du service de la dette	Current ratio : 3,31	Current ratio : 1,36	Current ratio : 2,77
vii) Résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA)	694.789,51 €	1.150.599,00 €	1.188.896,62 €
viii) Rendement des capitaux propres	8,24%	6,47%	-4,27%
ix) Ratio immobilisations incorporelles /total des actifs	0%	0%	0%

NOTE : Le plan de trésorerie prévisionnel de SPV Malhada est présenté à l'annexe V.

f)	<p>Description du projet de financement participatif, notamment de son objet et de ses principales caractéristiques</p> <p>Les fonds seront utilisés pour financer la construction d'un portefeuille de 6 centrales photovoltaïques au Portugal, d'une capacité totale de 22,5 MWp.</p> <p>Cette émission d'obligations est faite par Langur Holding Corporation; société de droit espagnol.</p> <p>Le groupe Langur, par l'intermédiaire de sa filiale portugaise Langur Portugal, et le fonds d'investissement Green Power, par l'intermédiaire de deux participations, ont créé une Joint-Venture, Wildsprout qui gère 2 filiales.</p> <p>1. Power Progress : 8 projets pour un total de 2 MWp en exploitation.</p> <p>2. Malhada : 1 centrale photovoltaïque en service - 3,2 Mwp - 6 projets pour un total de 22,5 MWp en RtB (portefeuille à financer)</p> <p>Malhada est le nom de la SPV qui détient le portefeuille de projet qui fait l'objet de cette levée de fond.</p>
-----------	--

PARTIE B – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROCESSUS DE FINANCEMENT PARTICIPATIF CONDITIONS DE LA MOBILISATION DE L'EMPRUNT DE FONDS

a)	Montant cible minimal de fonds à emprunter pour chaque offre de financement participatif	250.000 €
	Le nombre d'offres (publiques ou non) ayant déjà été conduites à leur terme par le porteur de projet ou le prestataire de services de financement participatif pour ce projet de financement participatif	
	Type d'offre et d'instruments proposés	Date d'achèvement
	Obligations simples (OS 1)	Emission le 07/01/2025, échéance le 07/07/2026.
	Montant levé/emprunté et montant cible	Autres informations pertinentes, le cas échéant
	3.500.000 € levés.	Via la plateforme Enerfip.
b)	Date limite pour atteindre le montant cible de fonds à emprunter	<p>La date de l'ouverture de l'offre est fixée au 27/12/2024 à 12h00.</p> <p>La date de clôture de l'offre est fixée au 15/01/2025 à 23h59.</p> <p>Enfin, l'offre sera clôturée anticipativement si le montant maximal est atteint avant cette date.</p>

c)	Informations sur les conséquences si le montant cible de fonds n'est pas emprunté avant la date limite	<p>Si le seuil de réussite n'est pas atteint le 15/01/2024 à 23h59, les fonds levés seront restitués aux investisseurs.</p> <p>Dans la mesure où un ou plusieurs investisseurs annulerai(en)t leur souscription(s) après la date de clôture de l'offre, Ecco Nova se réserve le droit de réouvrir l'offre le temps de pallier ces éventuelles annulations.</p> <p>En cas d'annulation, si le montant d'investissement et les frais administratifs ont été payé par l'investisseur, l'investisseur sera intégralement remboursé de son capital et des frais administratifs.</p>
d)	Montant maximal de l'offre, s'il est différent du montant cible de fonds visé au point a)	1.500.000 €
e)	Montant des fonds propres engagés par le porteur de projet dans le projet de financement participatif	Le Porteur de projets ne participe pas à la présente offre.
f)	Modification de la composition du capital ou des emprunts du porteur de projet en rapport avec l'offre de financement participatif	<p>Au 30/11/2024, la société Langur Holding Corporation S.L. déclare :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Que ses capitaux propres s'élèvent à 24.531.571 €, dont 12.300.000 € prêts actionnaires ; • Que son endettement s'élève à 5.258.575,79 €, dont : <ul style="list-style-type: none"> ○ Dettes envers les établissements de crédit : 243.521,23 € ○ Dettes commerciales et autres dettes : 5.014.054,56 € <p>Langur Holding Corporation S.L. vient de clôturer une levée de fonds en obligations simples d'un montant de 3.500.000 € dans le cadre de sa campagne Sol de Portugal de référence 969500TNPJ9DERPJ8422-00000675.</p> <p>Son endettement augmentera par ailleurs de 250.000 à 1.500.000 €, en fonction du montant levé à l'issue des fonds levés en cours sur Ecco Nova.</p>

PARTIE C – FACTEURS DE RISQUES

Type 1	<p>Risques liés au projet</p> <p>Les risques inhérents au projet et susceptibles d'entraîner son échec peuvent concerner, sans qu'il s'agisse d'une liste exhaustive:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés aux dépendances du projet : <ul style="list-style-type: none"> ○ Risque de refinancement : Risque de crédit lié à la capacité de l'entreprise à se refinancer et à respecter ses échéances. ○ Risques de construction : <ul style="list-style-type: none"> - Risque de retard dans la construction ou même de non-achèvement de l'ouvrage. - Risque que la connexion au réseau de distribution ou de transport ne soit pas réalisée ou validée par l'autorité compétente avant la date d'exploitation commerciale prévue. - Risque d'augmentation des coûts de construction en raison de la hausse des prix des matières premières. ○ Risques d'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> - Risque de mauvaise exploitation de l'usine, de défauts ou de panne de la machinerie entraînant une perte d'exploitation. - Risque technologique d'un dysfonctionnement du système ou d'une dégradation plus rapide que prévu des performances. - Risque de mauvaise estimation des performances ○ Risque de changement dans la réglementation applicable au secteur, entraînant une réduction des subventions ou de nouveaux impôts qui auraient un impact significatif sur les revenus du projet. (ii) Situations défavorables aux impacts négatifs, (iii) Progrès technologiques de concurrents ou de produits compétitifs, (iv) Risques liés au propriétaire du projet.
Type 2	<p>Risques liés au secteur</p> <p>Les risques inhérents au secteur concerné peuvent, par exemple, résulter d'une modification du contexte macroéconomique, d'une baisse de la demande dans le secteur dans lequel le projet de financement participatif intervient et de dépendances à l'égard d'autres secteurs. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une variation des conditions macroéconomiques, • Une diminution de la demande dans le secteur où opère le projet de financement participatif, • Des dépendances vis-à-vis d'autres secteurs (voir risques de Type 1). Dans la pratique, ces risques peuvent se matérialiser de la manière suivante, • Risque d'augmentation des coûts de construction : en raison de la hausse des prix des matières premières, • Risque de diminution des prix de l'électricité entraînant une baisse des revenus pour l'usine,

	<ul style="list-style-type: none"> • Risques liés aux marchés émergents où il n'y a qu'un ou peu d'acheteurs d'électricité, qui ne disposent pas nécessairement d'un bilan solide ou d'antécédents de crédit fiables. Risques liés au pays, • Risque de dévaluation de la monnaie locale pouvant impacter les revenus et compromettre la capacité à honorer le service de la dette, • Risque de changement de politique, • Risque de catastrophe naturelle (tempêtes, inondations, sécheresses, ...) pouvant causer des dommages ou interruptions au projet, • Risque de phénomènes climatiques extrêmes susceptibles d'affecter la rentabilité des installations ou même de les détruire (tempêtes, incendies, ...).
Type 3	<p>Risques de défaut</p> <p>Le risque que le projet ou que le porteur de projet puisse faire l'objet d'une procédure de faillite ou d'insolvabilité, et autres événements concernant le projet ou le porteur de projet susceptibles d'entraîner la perte de leur investissement pour les investisseurs peuvent être causés par divers facteurs, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • une (profonde) modification du contexte macro économique ; • une mauvaise gestion ; • un manque d'expérience ; • de la fraude ; • l'inadéquation des financements par rapport à l'objectif commercial ; • une trésorerie insuffisante ;
Type 4	<p>Risque de baisse, de retard ou d'absence de retour sur investissement</p> <p>Il existe un risque que le retour sur investissement soit plus faible que prévu, qu'il soit retardé ou que le projet fasse défaut sur les paiements de capital ou d'intérêts.</p>
Type 5	<p>Risque de défaillance de la plateforme</p> <p>Il existe un risque que la plateforme de financement participatif se retrouve dans l'incapacité temporaire ou permanente de fournir ses services.</p> <p>Pour chaque Levée de fonds, un compartiment est créé au sein du patrimoine d'ECCO NOVA FINANCE. Chaque financement accordé à un Porteur de projets par ECCO NOVA FINANCE est dès lors logé dans un compartiment distinct au sein du patrimoine d'ECCO NOVA FINANCE auquel correspondra un compte spécifiquement ouvert à cet effet et fera l'objet d'un traitement comptable adéquat, la comptabilité d'ECCO NOVA FINANCE étant tenue par compartiment. Cela signifie, notamment, que par dérogation aux articles 7 et 8 de la Loi hypothécaire du 16 décembre 1951, seuls les fonds logés dans le compartiment relatif au Porteur de projets seront affectés à l'exécution, par le Porteur de projets, de ses obligations envers les Investisseurs, à l'exception du reste du patrimoine d'ECCO NOVA FINANCE et, notamment, des autres compartiments.</p> <p>Le risque de perte totale ou partielle du capital est donc principalement lié à l'insolvabilité éventuelle du Porteur de projets auquel l'investisseur choisit de prêter son argent par l'intermédiaire d'ECCO NOVA FINANCE dans un compartiment spécifique.</p> <p>Il ne peut cependant pas être totalement exclu qu'ECCO NOVA FINANCE fasse elle-même défaut de ses obligations, en cas d'insolvabilité par exemple.</p>
Type 6	<p>Risque d'illiquidité de l'investissement</p> <p>Il existe un risque lié à l'absence d'un marché public liquide et aux limitations en matière de cession. Ecco Nova n'offre pas la possibilité de revendre son ou ses obligations.</p>
Type 7	<p>Autres risques</p> <p>Il existe des risques que, entre autres, le porteur de projet ne contrôle pas, tels que les risques politiques et réglementaires. Par ailleurs, les risques propres aux instruments de placement sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prêt Bullet • Absence de diversification • Faculté & obligation de remboursement anticipé

Vous trouverez en annexe le scoring de risque associé à cette offre

PARTIE D – INFORMATIONS RELATIVES A L'OFFRE DE VALEURS MOBILIERES ET D'INSTRUMENTS ADMIS A DES FINS DE FINANCEMENT PARTICIPATIF

a)	Montant total et types de valeurs mobilières proposés	<p>Cette offre concerne l'émission d'obligations qui passent par l'entité ad hoc Ecco Nova Finance, dont le sous-jacent est un instrument de dette et dont le montant total s'élève à : 1.500.000 €.</p> <p>Le rang relatif des instruments dans la structure du capital de l'émetteur en cas d'insolvabilité, y compris, s'il y a lieu, des informations sur le rang et la subordination des valeurs mobilières : Senior.</p>
b)	Prix de souscription	<p>La valeur nominale des obligations s'élève à 500 €.</p> <p>La valeur minimale de souscription est de 500 €.</p> <p>La valeur maximale de souscription est de 500.000 €.</p>

c)	Acceptation ou non des sursouscriptions et indication de la manière dont elles sont allouées	Sursouscription non acceptée
d)	Conditions de souscription et de paiement	<p>Les conditions de souscription sont détaillées à l'article 7.1 de nos conditions générales d'utilisation. Un résumé se trouve également dans notre FAQ (« Comment investir »).</p> <p>Ensuite de la souscription, l'investisseur reçoit un courrier électronique de confirmation reprenant toutes les instructions nécessaires en vue d'effectuer le paiement du montant contractuellement prévu. Le paiement doit intervenir endéans un délai de 14 jours calendrier à dater de la souscription.</p>
e)	Conservation et livraison de valeurs mobilières aux investisseurs	<p>Les obligations sont émises aux conditions suspensives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'atteinte du seuil de réussite de la Levée de fonds, à savoir 250.000 €, au terme de la Période de souscription ; • Nantissement de 10% des actions de Langur Holding Corporation S.L.. Prise de sûreté comme décrit ci-dessous. <p>Ces conditions seront levées au plus tard le 15/01/2025.</p> <p>Ecco Nova ne fournit pas de service de conservation d'actifs.</p>
f)	Informations concernant la garantie ou la sûreté garantissant l'investissement (le cas échéant)	
i)	le garant ou le fournisseur de la sûreté est-il une personne morale ?	La présente offre, qui s'inscrit dans la levée de fonds Sol de Portugal proposée par la plateforme Enerfip sous la référence 969500TNPJ9DERPJ8422-00000675 pour un montant total de 5.000.000 € est assortie des sûretés suivantes :
ii)	Identité, forme juridique et les coordonnées du garant ou du fournisseur de la sûreté	<ul style="list-style-type: none"> • Nantissement de 10% des actions de Langur Holding Corporation S.L.. Gage de premier rang sur les actions de l'Émetteur énumérées de 635.400 à 706.000, toutes deux incluses, représentant dix pour cent (10%) de son capital social. Ces actions pourront également garantir l'Émetteur ayant pour objet le remboursement de la dette générée par la présente Émission. Dans ce cas, le gage accordé pour garantir les obligations de paiement découlant de l'émission de refinancement sera de second rang jusqu'à ce que le premier gage ait été entièrement annulé, auquel cas il deviendra de premier rang.
iii)	Nature de la garantie ou de la sûreté et conditions qui y sont attachées	
g)	Information concernant un engagement ferme de rachat des valeurs mobilières (le cas échéant)	
	Description de l'accord de rachat	Non applicable
	Délai de rachat	Non applicable
h)	Informations sur le taux d'intérêt et l'échéance	
	Taux d'intérêt nominal	<p>Le taux d'intérêt brut s'élève à 8,50 %.</p> <p>Le remboursement du capital se fait à l'échéance du prêt (in fine) et les intérêts sont payés annuellement.</p> <p>Le précompte mobilier s'applique sur les intérêts perçus pour les prêts réalisés par des personnes physiques dans la résidence fiscale est en Belgique.</p> <p>Cette taxe s'élève actuellement à 30%, est prélevée à la source et est libératoire, cela signifie que l'investisseur ne doit pas la déclarer dans sa déclaration à l'impôt des personnes physiques.</p>
	Date à partir de laquelle les intérêts deviennent exigibles	Date d'émission de l'obligation du sous-jacent, soit au plus tard le 15/02/2025.
	Dates d'exigibilité des paiements d'intérêts,	Cf. tableau de remboursement en annexe
	Date d'échéance (y compris les remboursements intermédiaires, le cas échéant)	<p>Date d'exigibilité des paiements d'intérêts : date d'anniversaire de la date d'émission des OS (soit le 07/01/2026, 07/07/2026).</p> <p>Date d'échéance (y compris les remboursements intermédiaires le cas échéant) : 18 mois après la date d'émission des OS 1 (soit le 07/07/2026).</p> <p><u>Faculté de remboursement anticipé (Article 29 des CONDITIONS DES OBLIGATIONS SIMPLES ÉMISES PAR LA SOCIÉTÉ):</u></p> <p>L'émetteur peut, à tout moment, rembourser tout ou partie du solde des obligations plus le solde des intérêts courus au titre de l'année en cours et non encore payés.</p> <p>Sauf en cas de remboursement ordinaire des obligations ou d'émission de refinancement, l'émetteur s'engage à verser une indemnité de 0,75% du capital restant dû si le remboursement anticipé intervient au cours de à compte de la date d'émission de la tranche 1.</p>

	En cas de remboursement partiel anticipé volontaire des obligations, sauf accord unanime des obligataires, chaque remboursement anticipé sera réparti entre les obligataires, au prorata du nombre d'obligations détenues pas chacun d'eux par rapport au nombre total d'obligations restant en circulation. <u>Cas d'exigibilité anticipé :</u> Voir Article 31 & 32 des CONDITIONS DES OBLIGATIONS SIMPLES ÉMISES PAR LA SOCIÉTÉ (Annexe VI : TERMES & CONDITIONS).
Rendement applicable	Le rendement brut annuel équivaut au taux d'intérêt nominal dans l'hypothèse du respect du tableau de remboursement contractuel en annexe.

PARTIE E – INFORMATIONS SUR LES ENTITES AD HOC

a)	Une entité ad hoc s'interpose-t-elle entre le porteur de projet et l'investisseur ? Oui
b)	Coordonnées de l'entité ad hoc Ecco Nova Finance, Société à Responsabilité Limitée (SRL), Clos Chanmurly 13, 4000 Liège, BE.0649.491.214.

PARTIE F – DROITS DES INVESTISSEURS

a)	Principaux droits attachés aux valeurs mobilières Les obligations émises donnent droit au paiement des intérêts et au remboursement contractuels. Les investisseurs disposeront des droits découlant des termes et conditions des obligations à émettre par l'Emetteur. Le régime juridique s'appliquant aux porteurs d'obligations simples est fixé aux articles L. 228-38 et suivants du Code de commerce. Les termes et conditions des obligations à émettre par l'Emetteur sont disponibles ici : Annexe VI : TERMES ET CONDITIONS.
b) et c)	Restrictions auxquelles sont soumises les valeurs mobilières et restrictions sur le transfert des instruments Néant
d)	Possibilité pour l'investisseur de sortir de l'investissement Ecco Nova n'organise de sortie anticipée pour les investisseurs.
e)	Pour les instruments de capitaux propres, répartition du capital et droits de vote avant et après l'augmentation de capital résultant de l'offre (en supposant que toutes les valeurs mobilières seront souscrites) Non applicable.

PARTIE G – INFORMATIONS CONCERNANT LES PRETS – NON APPLICABLE

PARTIE H – FRAIS INFORMATIONS ET RECOURS

a)	Frais imputés à l'investisseur et coûts supportés par celui-ci en relation avec l'investissement, y compris les frais administratifs résultant de la vente d'instruments admis à des fins de financement participatif Les seuls frais supportés par les Investisseurs et dus à ECCO NOVA sont : <ul style="list-style-type: none"> • Les frais administratifs sont offerts durant les premières 48 heures qui suivent l'ouverture de la campagne, ensuite, des frais d'administration s'élevant à 15 € TVAC sont dus à Ecco Nova pour cette opération. • Éventuellement, la quote-part de l'Investisseur dans les frais visés à l'article 9.5 de nos conditions générales d'utilisation en cas de défaillance du Porteur de projets et à la condition que l'Investisseur accepte de les prendre en charge.
b)	Où et comment obtenir gratuitement des informations supplémentaires sur le projet de financement participatif, le porteur de projet et l'entité ad hoc https://www.econova.com/fr/projet/sol-de-portugal
c)	A qui et comment l'investisseur peut adresser une réclamation au sujet de l'investissement ou de la conduite du porteur de projet ou du prestataire de services de financement participatif Une plainte peut être déposée via le formulaire disponible en ligne via: https://www.econova.com/fr/complain Chaque plainte est traitée avec le plus grand sérieux, et dans le respect de délais clairement établis. Chaque plainte est vérifiée pour son admissibilité dans un délai de 10 jours ouvrables , et nous nous efforçons de résoudre tous les problèmes dans un délai de 3 à 20 jours ouvrables . Toutes les données relatives à une plainte seront conservées pour une durée maximale de 5 ans . Le responsable de ce processus est Pierre-Yves PIRLOT, qui peut être contacté directement à claim@econova.com .

ANNEXES :

- I. Échéancier de remboursement indicatif
- II. CV des représentants

- **III. Déclaration de la part des personnes responsables au titre de la fiche d'informations clés attestant que, à leur connaissance, les informations figurant dans la fiche d'informations clés sur l'investissement sont conformes à la réalité et que celle-ci ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée**
- **IV. Performances financiers**
- **V. CF prévisionnel de la SPV Malhada**
- **VI. Termes & conditions**
- **VII. Scoring de risque associé à l'offre**

ANNEXE I : Échéancier de remboursement indicatif

ECHEANCIER DE REMBOURSEMENT

Montant emprunté	€ 1 000
Durée (années)	1,4
Taux	8,50%
Type de remboursement	Remboursement du capital in fine (bullet)

Échéance	Annuité	Intérêts	Capital remboursé	Solde restant dû
15/02/25				€ 1 000,00
7/01/26	€ 75,92	€ 75,92	€ 0,00	€ 1 000,00
7/07/26	€ 1 042,15	€ 42,15	€ 1 000,00	€ 0,00
TOTAL	€ 1 118,07	€ 118,07	€ 1 000,00	

Echéancier de remboursement indicatif pour un investissement de 1.000 € (les intérêts sont bruts)

Contact

Madrid, Spain
+34 672 187 305 (Mobile)
lfsoda@gmail.com

www.linkedin.com/in/lfsoda
(LinkedIn)

Top Skills

Corporate Finance
Project Finance
Mergers & Acquisitions

Languages

Spanish (Native or Bilingual)
English (Native or Bilingual)
Portuguese (Elementary)
French (Limited Working)
Italian (Limited Working)

Certifications

Economic Analysis of Investments
Specialist

Publications

The changing energy landscape in
Asia – the contribution of renewables

Luis Felipe Suarez-Olea

Renewable Energy Development. ESG Investments IPP/ PPA/ WPA/
PPP/ Infrastructure Concessions, Green Hydrogen
Greater Madrid Metropolitan Area

Summary

Versatile and highly accomplished Senior Executive. Highly educated, Master in Structured Finance and trained in project finance, displaying innate ability in financial analysis, project feasibility analysis and project planning, providing best investment decisions for company profitability.

Certified Economic Investments Analysis Specialist by World Bank Institute Academy.

Specialties: Project Financing, Corporate Finance, Equity Capital Markets, M&A, Business Development, Private Equity and Venture Capital, Restructuring, Financial, Reporting, Entrepreneurial Attitude, Strategic Analysis and Planning, Cash Optimization and Cost Reduction, Revenue Generation, Business Transformation and Financial Restructuring, M & A and Organizational Turnaround, Management Reporting, People Management, Contract Negotiation Quality Assurance, Audit and Compliance, Project Finance and Budget Allocation, Finance Management, Performance Management, Due Diligence, Financial Institutions and C + Level Liaison, Corporate Governance, Industry Best Practices

Experience

LANGUR HOLDING CORPORATION SL

Chairman

October 2016 - Present (7 years 11 months)

España

HVR energy

Chairman of the Board of Directors

October 2020 - Present (3 years 11 months)

España

Assetly Investments Limited
Founder & CEO
January 2020 - Present (4 years 8 months)
Dubái, Emiratos Árabes Unidos

Ampere Energy
Shareholder
March 2022 - Present (2 years 6 months)
Spain

Wellness TechGroup
Shareholder
November 2021 - Present (2 years 10 months)
Spain

Salsas Quietud
Shareholder
May 2023 - Present (1 year 4 months)

Enzen Global Group
Global Head of M&A
September 2016 - Present (8 years)
Birmingham, United Kingdom

Federópticos
Shareholder
September 2020 - June 2024 (3 years 10 months)

Enerside Energy
Member Board of Directors
September 2017 - March 2023 (5 years 7 months)
España
Shareholder and Board member

Voltalia
Investments & Business Finance Director
January 2015 - September 2016 (1 year 9 months)

Abengoa
Structured & Corporate Finance Director
January 2013 - December 2014 (2 years)

BP Alternative Energy
Business Development Finance Manager EMEA
August 2009 - January 2013 (3 years 6 months)

Banco Popular
Director M&A - ECM Corporate Finance
June 2004 - June 2009 (5 years 1 month)

KPMG Advisory
Transaction Services Senior Associate
June 2002 - June 2004 (2 years 1 month)

Deloitte
Financial Audit Senior
December 1997 - June 2002 (4 years 7 months)

Education

The World Bank University
Master's Degree, Economic Analysis of Investments. PPP's · (2014 - 2015)

Afi Escuela de Finanzas
Advanced Program Certificate, Enfoque y apetito por el riesgo de entidades de credito · (2013 - 2013)

Northwestern University - Kellogg School of Management
Master's Degree, Sales & Marketing Leadership Program · (2012 - 2012)

The George Washington University - School of Business
Master's Degree, Advanced Program Certificate in Project Finance and PPP's · (2012 - 2012)

IEB
Advanced Specialization Program in Financing and Investment in Renewable Energy Projects · (2010 - 2011)

ANNEXE II A LA FICHE D'INFORMATIONS CLES 6994001IYI1HJC390C73 00024055

Déclaration de responsabilité

Je soussigné, Luis Felipe Suarez Olea del Arco (représentant légal du Porteur de Projet), atteste que, à ma connaissance, les informations figurant dans la fiche d'informations clés sur l'investissement sont conformes à la réalité et que celle-ci ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Fait en date du Madrid à 24 dec 2024

Nom, Prénom

LUIS FELIPE SUAREZ - OLEA

Signature



**MEMORIA
EJERCICIO 2021
LANGUR HOLDING CORPORATION, S.L**

Balance de Situación a 31.12.2021
Importe expresado en euros

Cuentas	Descripción	31/12/2021	31/12/2020
ACTIVO			
	A) ACTIVO NO CORRIENTE	7.667.991,77	4.865.652,96
21,(281),(291),23	II. Inmovilizado material	30.124,02	85.000,21
2405,2415,2425,(2495),2	V. Inversiones financieras a largo plazo	7.637.867,75	4.780.652,75
	B) ACTIVO CORRIENTE	4.710.617,26	5.752.222,56
	III. Deudores comerciales y otras cuentas a cobrar	404.645,52	2.229.556,46
430,431,432,433,434,43	1. Clientes por ventas y prestación de servicios	13.098,24	2.107.828,10
44,460,470,471,472,544,	3. Otros deudores	391.547,28	121.728,36
5305,5315,5325,5335,53	V. Inversiones financieras a corto plazo	4.116.302,94	3.110.413,83
57	VII. Efectivo y otros activos líquidos equivalentes	189.668,80	412.252,27
	TOTAL ACTIVO (A+B)	12.378.609,03	10.617.875,52
PATRIMONIO NETO Y PASIVO			
	A) PATRIMONIO NETO	4.132.350,65	3.791.992,52
	A-1) Fondos propios	4.132.350,65	3.791.992,52
	I. Capital	3.030.000,00	3.030.000,00
100,101,102	1. Capital escriturado	3.030.000,00	3.030.000,00
112,113,114,115,119,85,	III. Reservas	761.992,52	366.649,30
129,6,7	VII. Resultado del ejercicio	340.358,13	395.343,22
	B) PASIVO NO CORRIENTE	6.824.952,00	2.083.701,20
	II. Deudas a largo plazo	6.824.952,00	2.083.701,20
1605,170	1. Deudas con entidades de crédito	1.217.886,00	2.013.800,00
1625,174	2. Acreedores por arrendamiento financiero	12.576,87	12.576,87
1615,1635,171,172,173,	3. Otras deudas a largo plazo	5.594.489,13	57.324,33
	C) PASIVO CORRIENTE	1.421.306,38	4.742.181,80
	III. Deudas a corto plazo	50.000,00	59.220,87
5105,520,527	1. Deudas con entidades de crédito	50.000,00	50.000,00
5125,524	2. Acreedores por arrendamiento financiero	0,00	9.220,87
41,438,465,466,475,476,	V. Acreedores comerciales y otras cuentas a pagar	1.371.306,38	4.682.960,93
	2. Otros acreedores	1.371.306,38	4.682.960,93
	TOTAL PATRIMONIO NETO Y PASIVO (A+B+C)	12.378.609,03	10.617.875,52

Pérdidas y Ganancias a 31.12.2021
Importes expresados en Euros

Cuentas	Descripción	31/12/2021	31/12/2020
CUENTA DE PERDIDAS Y GANANCIAS ABREVIADA			
700,701,702,703,704,70	1. Importe neto de la cifra de negocios	2.541.322,31	5.799.812,65
(600),(601),(602),606,(60	4. Aprovisionamientos	-329.671,41	-4.701.617,90
740,747,75	5. Otros ingresos de explotación	10.825,08	10.825,08
(62),(631),(634),636,639,	7. Otros gastos de explotación	-1.527.686,47	-573.318,51
(68)	8. Amortización del Inmovilizado	-8.577,02	-8.577,02
	A) RESULTADO DE EXPLOTACIÓN (1+2+3+4+5+6+7)	686.212,49	527.124,30
(660),(661),(662),(664),(	13. Gastos financieros	-85.252,02	0,00
(663),763	14. Variación de valor razonable en instrumentos finan	-1.650,00	0,00
(666),(667),(673),(675),(	16. Deterioro y resultado por enajenaciones de instrum	-118.021,94	0,00
	B) RESULTADO FINANCIERO (12+13+14+15+16)	-204.923,96	0,00
	C) RESULTADO ANTES DE IMPUESTOS (A+B)	481.288,53	527.124,30
(6300),6301,(633),638	17. Impuestos sobre beneficios	-140.930,40	-131.781,08
	D) RESULTADO DEL EJERCICIO (C+17)	340.358,13	395.343,22

1. ACTIVIDAD DE LA EMPRESA

La empresa se constituyó el 11/10/2016, ante el notario Don Isabel Estapé Tous, no habiendo modificado su denominación social desde entonces. Su domicilio social se encuentra situado en la calle Edgar Neville 17 2ª Madrid 28020 (Madrid).

La duración de la sociedad es indefinida, siendo su principal actividad la asociada al epígrafe del C.N.A.E 7022 "Otras actividades de consultoría de gestión empresarial".

Su C.I.F. es: B87662136 estando inscrita en el Registro Mercantil de MADRID, en el Tomo 35098, Folio 131, Hoja M631217.

El ejercicio económico de la empresa corresponde al período comprendido entre las fechas 01/01/2021 y 31/12/2021.

La empresa posee la forma jurídica de Sociedad Limitada.

Toda la memoria ha sido formulada en Euros.

2. BASES DE PRESENTACIÓN DE LAS CUENTAS ANUALES

2.1. Imagen fiel

- a) Las cuentas anuales reflejan la imagen fiel del patrimonio, de la situación financiera y de los resultados de la empresa y se presentan de acuerdo con la legislación mercantil vigente y con las normas establecidas en el Plan General de Contabilidad de Pequeñas y Medianas Empresas.
- b) No existen razones excepcionales por las que la empresa haya incumplido alguna disposición legal en materia contable para mostrar la imagen fiel.
- c) No es necesario incluir informaciones complementarias en la memoria, puesto que la aplicación de las disposiciones legales, es suficiente para mostrar la imagen fiel.

2.2. Principios contables no obligatorios aplicados:

Durante el ejercicio social solo se han aplicado aquellos principios contables que son obligatorios según el art.38 del Código de Comercio y el Plan General de Contabilidad de Pequeñas y Medianas Empresas, esto es, Empresa en funcionamiento, Devengo, Uniformidad, Prudencia, No compensación e Importancia relativa.

2.3. Aspectos críticos de la valoración y estimación de la incertidumbre

En la elaboración de las cuentas anuales se han utilizado estimaciones, como la vida útil de los activos materiales e intangibles, para valorar dichos activos.

A su vez, se han realizado estimaciones del valor razonable, valor en uso y valor actual de los instrumentos financieros.

A pesar de que estas estimaciones se han realizado en función de la mejor información disponible en la fecha de formulación de estas cuentas anuales sobre los hechos analizados, es posible que acontecimientos que puedan tener lugar en el futuro obliguen a modificarlas en próximos ejercicios; lo que se haría de forma prospectiva, reconociendo los efectos del cambio de estimaciones en las correspondientes cuentas anuales futuras.

2.4. Comparación de la información:

De acuerdo con la legislación mercantil se presenta, a efectos comparativos, con cada una de las partidas del balance, de la cuenta de pérdidas y ganancias, del estado de cambios en el patrimonio neto y de la memoria, además de las cifras del ejercicio actual, las correspondientes al ejercicio anterior.

- a) No ha habido razón alguna que justifique la modificación de la estructura del balance, de la cuenta de pérdidas y ganancias y del estado de cambios en el patrimonio neto, según se prevé en el artículo 35.8 del Código de Comercio y en la parte tercera del Plan General de Contabilidad de Pymes.

b) No existen causas que impidan la comparación de las cuentas anuales del ejercicio con las del precedente.

2.5. Elementos recogidos en varias partidas

No existen elementos patrimoniales que estén registrados en dos o más partidas del balance.

2.6. Cambios en criterios contables

En el ejercicio no se han efectuado ajustes por cambios en criterios contables.

2.7. Corrección de errores

En el ejercicio, no se han efectuado ajustes por corrección de errores.

3. NORMAS DE REGISTRO Y VALORACIÓN

Los criterios contables aplicados en relación con las diferentes partidas, son los siguientes:

3.1. Inmovilizado intangible:

Los diferentes inmovilizados intangibles se reconocen como tales por cumplir con la definición de activo y los criterios de registro o reconocimiento contable contenidos en el Marco Conceptual de la Contabilidad. Además, cumplen con el criterio de identificabilidad, puesto que son elementos separables que surgen de derechos legales o contractuales, con independencia de que tales derechos sean transferibles o separables.

Los inmovilizados intangibles, se valoran por su coste, ya sea éste el precio de adquisición o el coste de producción, sin perjuicio de lo indicado en las normas particulares sobre este tipo de inmovilizados.

Los impuestos indirectos que gravan los elementos del inmovilizado intangible, sólo se incluye en el precio de adquisición o coste de producción cuando no son recuperables directamente de la Hacienda Pública.

Las amortizaciones se establecen de manera sistemática y racional en función de la vida útil de los inmovilizados intangibles y de su valor residual, atendiendo a la depreciación que normalmente han sufrido por su funcionamiento, uso y disfrute, sin perjuicio de considerar también la obsolescencia técnica o comercial que pudiera afectarlos.

Cuando se producen correcciones valorativas, se ajustan las amortizaciones de los ejercicios siguientes del inmovilizado deteriorado, teniendo en cuenta el nuevo valor contable.

Se produce una pérdida por deterioro del valor de un elemento del inmovilizado intangible cuando su valor contable supera a su importe recuperable.

En los balances de la empresa, no han existido inmovilizados intangibles con vida útil indefinida.

3.2. Inmovilizado material

Los inmovilizados materiales, se valoran por su coste, ya sea el precio de adquisición o el coste de producción, sin perjuicio de lo indicado en las normas particulares sobre este tipo de inmovilizados.

Los impuestos indirectos que gravan los elementos del inmovilizado material, sólo se incluyen en el precio de adquisición o coste de producción cuando no son recuperables directamente de la Hacienda Pública.

También se incluye como parte del valor de los inmovilizados materiales, la estimación inicial del valor actual de las obligaciones asumidas derivadas del desmantelamiento o retiro y otras asociadas, tales como los costes de rehabilitación, siempre que estas obligaciones hayan dado lugar al registro de provisiones.

En aquellos inmovilizados materiales que necesiten un periodo superior a un año para estar en condiciones de uso, se incluye en el precio de adquisición o coste de producción los gastos financieros que se devenguen antes de la puesta en condiciones de funcionamiento

y que son girados por el proveedor o corresponden a algún tipo de financiación ajena atribuible a la adquisición, fabricación o construcción del activo.

Las amortizaciones se establecen de manera sistemática y racional en función de la vida útil de los inmovilizados materiales y de su valor residual, atendiendo a la depreciación que normalmente sufren por su funcionamiento, uso y disfrute, sin perjuicio de considerar también la obsolescencia técnica o comercial que pudiera afectarlos.

Cuando se producen correcciones valorativas, se ajustan las amortizaciones de los ejercicios siguientes del inmovilizado deteriorado, teniendo en cuenta el nuevo valor contable.

Se produce una pérdida por deterioro del valor de un elemento del inmovilizado material cuando su valor contable supera a su importe recuperable. La corrección valorativa por deterioro, así como su reversión se reconoce como un gasto o ingreso, respectivamente, en la cuenta de pérdidas y ganancias. La reversión del deterioro tiene como límite el valor contable del inmovilizado que estaría reconocido en la fecha de reversión si no se hubiese registrado el deterioro del valor.

Los costes de renovación, ampliación o mejora de los bienes del inmovilizado material son incorporados al activo como mayor valor del bien en la medida en que suponen un aumento de la capacidad, productividad o alargamiento de su vida útil, dándose de baja el valor contable de los elementos que se han sustituido.

En la determinación del importe del inmovilizado material, se tiene en cuenta la incidencia de los costes relacionados con grandes reparaciones. El importe equivalente a estos costes se amortiza de forma distinta a la del resto del elemento durante el período que medie hasta la gran reparación. Al realizar una gran reparación, su coste se reconoce en el valor contable del inmovilizado como una sustitución, siempre y cuando se hayan cumplido las condiciones para su reconocimiento.

La contabilización de los contratos de arrendamiento financiero recibidos, se registran con un activo de acuerdo con su naturaleza, según se trate de un elemento del inmovilizado material o del intangible, y un pasivo financiero por el mismo importe, que es el menor entre el valor razonable del activo arrendado y el valor actual al inicio del arrendamiento de los pagos mínimos acordados. La carga financiera total se distribuye a lo largo del plazo del arrendamiento y se imputa a la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio en que se devenga, aplicando el método del tipo de interés efectivo.

3.3. Inversiones inmobiliarias

Los terrenos y construcciones, se califican como inversiones inmobiliarias, según se posean para la obtención de rentas y plusvalías, y no para su uso en la producción o suministro de bienes y servicios, fines administrativos o para su venta en el curso ordinario de las operaciones.

Las inversiones inmobiliarias, se valoran por su coste, ya sea éste el precio de adquisición o el coste de producción, sin perjuicio de lo indicado en las normas particulares sobre este tipo de inmovilizados.

Los impuestos indirectos que gravan los elementos de las inversiones inmobiliarias, sólo se incluyen en el precio de adquisición o coste de producción cuando no son recuperables directamente de la Hacienda Pública.

También se incluye como parte del valor de las inversiones inmobiliarias materiales, la estimación inicial del valor actual de las obligaciones asumidas derivadas del desmantelamiento o retiro y otras asociadas, tales como los costes de rehabilitación, siempre que estas obligaciones hayan dado lugar al registro de provisiones.

En aquellas inversiones inmobiliarias que necesitan un periodo superior a un año para estar en condiciones de uso, se incluye en el precio de adquisición o coste de producción los gastos financieros que se devengan antes de la puesta en condiciones de funcionamiento y que son girados por el proveedor o corresponden a algún tipo de financiación ajena atribuible a la adquisición, fabricación o construcción del activo.

Las amortizaciones se establecen de manera sistemática y racional en función de la vida útil de las inversiones inmobiliarias y de su valor residual, atendiendo a la depreciación que normalmente sufren por su funcionamiento, uso y disfrute, sin perjuicio de considerar

también la obsolescencia técnica o comercial que pudiera afectarlos. Cuando se producen correcciones valorativas, se ajustan las amortizaciones de los ejercicios siguientes del inmovilizado deteriorado, teniendo en cuenta el nuevo valor contable.

Se produce una pérdida por deterioro del valor de un elemento inversión inmobiliaria cuando su valor contable supera a su importe recuperable. La corrección valorativa por deterioro, así como su reversión se reconocen como un gasto o ingreso, respectivamente, en la cuenta de pérdidas y ganancias. La reversión del deterioro tiene como límite el valor contable del inmovilizado que estaría reconocido en la fecha de reversión si no se hubiese registrado el deterioro del valor.

Los costes de renovación, ampliación o mejora de los bienes que forman parte de las inversiones inmobiliarias, se incorporan al activo como mayor valor del bien en la medida en que suponen un aumento de la capacidad, productividad o alargamiento de su vida útil, dándose de baja el valor contable de los elementos que se han sustituido.

En la determinación del importe de las inversiones inmobiliarias, se tiene en cuenta la incidencia de los costes relacionados con grandes reparaciones. El importe equivalente a estos costes se amortiza de forma distinta a la del resto del elemento durante el período que medie hasta la gran reparación. Al realizar una gran reparación, su coste se reconoce en el valor contable del inmovilizado como una sustitución, siempre y cuando se hayan cumplido las condiciones para su reconocimiento.

La contabilización de los contratos de arrendamiento financiero recibidos, se registra como un activo de acuerdo con su naturaleza, según se trate de un elemento del inmovilizado material, inversión inmobiliaria o del inmovilizado intangible, y un pasivo financiero por el mismo importe, que es el menor entre el valor razonable del activo arrendado y el valor actual al inicio del arrendamiento de los pagos mínimos acordados. La carga financiera total se distribuye a lo largo del plazo del arrendamiento y se imputa a la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio en que se devenga, aplicando el método del tipo de interés efectivo.

3.4. Permutas

Durante el ejercicio no se ha producido ninguna permuta de carácter comercial ni no comercial.

3.5. Activos financieros y pasivos financieros

- a) Se consideran financieros, aquellos activos consistentes en dinero en efectivo, instrumentos de patrimonio de otras empresas o derechos contractuales a recibir efectivo u otro activo financiero. También se han incluido los derechos contractuales a intercambiar activos o pasivos financieros con terceros en condiciones potencialmente favorables.

Los activos financieros, a efectos de su valoración, se clasifican en las siguientes categorías:

- Activos financieros a coste amortizado: esta categoría de activos financieros incluye por un lado, créditos por operaciones comerciales, originados en la venta de bienes y la prestación de servicios por operaciones de tráfico de la empresa, y por otro lado, otros activos financieros que, no siendo instrumentos de patrimonio ni derivados, no tienen origen comercial y sus cobros son de cuantía determinada o determinable. Los activos financieros incluidos en esta categoría se valoran inicialmente por el coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación entregada más los costes de transacción.

- Activos financieros mantenidos para negociar: La sociedad, incluye en este apartado, a los activos financieros que se originan o se adquieren con el propósito de venderlos a corto plazo; o a los activos financieros que formen parte de una cartera de instrumentos financieros con el fin de obtener ganancias a corto plazo. También se incluyen a los instrumentos financieros derivados sin contrato de garantía financiera y sin designación como instrumento de cobertura. Estos activos financieros se valoran por su coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación entregada.

-Activos financieros a coste: En esta categoría, se incluyen las inversiones en el patrimonio de empresas del grupo, multigrupo y asociadas, así como otros instrumentos de patrimonio no incluidos en la categoría de “Activos financieros mantenidos para negociar”. Estos activos financieros se valoran inicialmente al coste, esto es, el valor razonable de la contraprestación entregada más los costes de transacción que le sean directamente atribuibles.

Se clasifican como financieros, aquellos pasivos que suponen para la empresa una obligación contractual, directa o indirecta, de entregar efectivo u otro activo financiero, o de intercambiar activos o pasivos financieros con terceros en condiciones potencialmente desfavorables, o que otorgue al tenedor el derecho a exigir al emisor su rescate en una fecha y por un importe determinado.

Los pasivos financieros, a efectos de su valoración, se clasifican en las siguientes categorías:

-Pasivos financieros a coste amortizado: Se incluyen como tales, los débitos por operaciones comerciales, que se originan en la compra de bienes y servicios por operaciones de tráfico de la empresa, y los débitos por operaciones no comerciales, que no siendo instrumentos derivados, no tienen origen comercial. Estos pasivos financieros se valoran inicialmente por su coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación recibida ajustado por los costes de transacción que les son directamente atribuibles.

-Pasivos financieros mantenidos para negociar: La empresa incluye en este apartado a los instrumentos financieros derivados, siempre que no sean contratos de garantía financiera, ni hayan sido designados como instrumentos de cobertura. Estos pasivos financieros se valoran inicialmente por su coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación recibida ajustado por los costes de transacción que les son directamente atribuibles.

b) Los criterios aplicados para determinar la existencia de un deterioro, son distintos en función de la categoría de cada activo financiero:

- Activos financieros a coste amortizado: Al menos al cierre del ejercicio, se comprueba la existencia de alguna evidencia objetiva, de que el valor de un activo financiero o de un grupo de activos financieros con similares características de riesgo, se ha deteriorado como resultado de uno o más eventos que hayan ocurrido después de su reconocimiento inicial y que hayan ocasionado una reducción en los flujos de efectivo estimados futuros. La pérdida por deterioro del valor de estos activos financieros es la diferencia entre el valor en libros y el valor actual de los flujos de efectivo futuros que se estiman van a generar. En su caso, se sustituye el valor actual de los flujos de efectivo por el valor de cotización del activo, siempre que éste sea suficientemente fiable. Las correcciones valorativas por deterioro, así como su reversión, se reconocen como un gasto o un ingreso, en la cuenta de pérdidas y ganancias.

- Activos financieros mantenidos para negociar: Posteriormente a su valoración inicial, este tipo de activos, se valoran por su valor razonable, sin deducir los costes de transacción en que se pudiera incurrir en su enajenación. Los cambios que se producen en el valor razonable, se imputan en la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio.

- Activos financieros a coste: Al menos al cierre del ejercicio, se comprueba la existencia de alguna evidencia objetiva, de que el valor en libros de alguna inversión no es recuperable. El importe de la corrección valorativa es la diferencia entre el valor en libros y el importe recuperable. Las correcciones valorativas por deterioro y su reversión, se registran como un gasto o ingreso en la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio.

c) La empresa ha dado de baja a los activos financieros, o parte de los mismos, cuando han finalizado o se han cedido los derechos contractuales, siempre y cuando el cedente se haya desprendido de los riesgos y beneficios inherentes a la propiedad del activo. En las operaciones de cesión en las que no ha procedido dar de baja el

activo financiero, se ha registrado adicionalmente un pasivo financiero derivado de los importes recibidos.

En lo que se refiere a los pasivos financieros, la empresa los ha dado de baja cuando la obligación se ha extinguido. También ha dado de baja los pasivos financieros propios que ha adquirido, aunque sea con la intención de recolocarlos en el futuro. La diferencia entre el valor en libros del pasivo financiero, y la contraprestación pagada, incluidos los costes de transacción atribuibles, se ha reconocido en la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio en que ha tenido lugar.

d) Inversiones en empresas de grupo, multigrupo y asociadas:

No se han realizado inversiones en empresas de grupo, multigrupo o asociadas.

e) Los intereses y dividendos de activos financieros devengados con posterioridad al momento de la adquisición se reconocen como ingresos en la cuenta de pérdidas y ganancias. Los intereses se reconocen utilizando el método del tipo de interés efectivo y los dividendos cuando se declara el derecho del socio a recibirlo.

3.6. Valores de capital propio en poder de la empresa

No se han contabilizado instrumentos de patrimonio propio durante el ejercicio.

3.7. Existencias

Los bienes y servicios comprendidos en las existencias, se valoran por su coste, ya sea el precio de adquisición o el coste de producción. El precio de adquisición, incluye el importe facturado por el vendedor después de deducir cualquier descuento, rebaja en el precio u otras partidas similares, así como los intereses incorporados al nominal de los débitos, y se añaden todos los gastos adicionales que se produzcan hasta que los bienes se hallen ubicados para su venta.

En las existencias que necesitan un período de tiempo superior a un año para estar en condiciones de ser vendidas, se incluye en el precio de adquisición o de producción, los gastos financieros, tal y como indica el apartado sobre inmovilizado material incluido en esta memoria.

Cuando se debe asignar valor a bienes concretos que forman parte de un inventario de bienes intercambiables entre sí, se adopta con carácter general el método del precio medio o coste medio ponderado. El método FIFO también ha sido aceptado.

Cuando el valor neto realizable de las existencias es inferior a su precio de adquisición o a su coste de producción, se efectúa las oportunas correcciones valorativas, reconociéndolas como un gasto en la cuenta de pérdidas y ganancias.

3.8. Transacciones en moneda extranjera

No existen transacciones en moneda extranjera.

3.9. Impuestos sobre beneficios

El gasto por impuesto sobre beneficios representa la suma del gasto por impuesto sobre beneficios del ejercicio así como por el efecto de las variaciones de los activos y pasivos por impuestos anticipados, diferidos y créditos fiscales.

El gasto por impuesto sobre beneficios del ejercicio se calcula mediante la suma del impuesto corriente que resulta de la aplicación del tipo de gravamen sobre la base imponible del ejercicio, tras aplicar las deducciones que fiscalmente son admisibles, más la variación de los activos y pasivos por impuestos anticipados / diferidos y créditos fiscales, tanto por bases imponibles negativas como por deducciones.

En general, se reconoce un pasivo por impuesto diferido por todas las diferencias temporarias imponibles, a menos que estas hayan surgido del reconocimiento inicial de un fondo de comercio, del reconocimiento inicial de un activo o pasivo en una transacción que no es una combinación de negocios y además no afecte ni al resultado contable ni a la base imponible del impuesto o de las inversiones en empresas dependientes, asociadas y negocios conjuntos siempre y cuando la inversora ha podido controlar el momento de la reversión de la diferencia y además, haya sido probable que tal diferencia no revierta en un futuro previsible.

Los activos por impuesto diferido, de acuerdo con el principio de prudencia, se reconocen como tales en la medida en que resulta probable que la empresa disponga de ganancias fiscales futuras que permitan la aplicación de estos activos. Si se cumple la condición anterior, en términos generales se considera un activo por impuesto diferido cuando: existan diferencias temporarias deducibles, derechos a compensar en ejercicios posteriores, las pérdidas fiscales, y deducciones y otras ventajas fiscales no utilizadas que quedan pendientes de aplicar fiscalmente.

Los activos y pasivos por impuesto diferido se valoran según los tipos de gravamen esperados en el momento de su reversión, según la normativa que está vigente o aprobada y pendiente de publicación en la fecha de cierre del ejercicio, y de acuerdo con la forma en que racionalmente se previene recuperar o pagar el activo o el pasivo.

3.10. Ingresos y gastos

Los ingresos y gastos se imputan en función del principio del devengo, es decir, cuando se produce la corriente real de los bienes y servicios que los mismos representan, con independencia del momento que se produzca la corriente monetaria o financiera derivada de ellos. Concretamente, los ingresos se calculan al valor razonable de la contraprestación a recibir y representan los importes a cobrar por los bienes entregados y los servicios prestados en el marco ordinario de la actividad, deducidos los descuentos e impuestos.

Los ingresos se encuentran valorados por el importe realmente percibido y los gastos por el coste de adquisición, habiéndose contabilizado según el criterio de devengo.

Los ingresos por prestación de servicios se reconocen cuando el resultado de la transacción pueda ser estimado con fiabilidad, considerando para ello el porcentaje de realización del servicio en la fecha de cierre del ejercicio.

En consecuencia sólo se contabilizarán los ingresos procedentes de prestación de servicios cuando se cumplan todas y cada una de las siguientes condiciones:

- f) El importe de los ingresos puede valorarse con fiabilidad.
- g) Es probable que la empresa reciba los beneficios o rendimientos económicos derivados de la transacción.
- h) El grado de realización de la transacción, en la fecha de cierre del ejercicio, puede ser valorado con fiabilidad.
- i) Los costes ya incurridos en la prestación, así como los que quedan por incurrir hasta completarla, pueden ser valorados con fiabilidad.

La empresa revisará y, si es necesario, modificará las estimaciones del ingreso por recibir, a medida que el servicio se va prestando. La necesidad de tales revisiones no indica, necesariamente, que el desenlace o resultado de la operación de prestación de servicios no pueda ser estimado con fiabilidad.

3.11. Provisiones y contingencias

La empresa reconoce como provisiones los pasivos que, cumpliendo la definición y los criterios de registro contable contenidos en el marco conceptual de la contabilidad, resultan indeterminados respecto a su importe o a la fecha en que se cancelarán. Las provisiones pueden venir determinadas por una disposición legal, contractual o por una obligación implícita o tácita.

Las provisiones se valoran en la fecha de cierre del ejercicio por el valor actual de la mejor estimación posible del importe necesario para cancelar o transferir a un tercero la obligación, registrándose los ajustes que hayan surgido por la actualización de la provisión como un gasto financiero conforme se vayan devengando.

Cuando se trate de provisiones con vencimiento inferior o igual a un año, y el efecto financiero no sea significativo, no será necesario llevar a cabo ningún tipo de descuento.

3.12. Subvenciones, donaciones y legados

Las subvenciones, donaciones y legados no reintegrables, se contabilizan inicialmente, como ingresos directamente imputados al patrimonio neto y se reconocerán en la cuenta de pérdidas y ganancias como ingresos sobre una base sistemática y racional de forma correlacionada con los gastos derivados de la subvención, donación o legado, esto es, atendiendo a su finalidad.

Las subvenciones, donaciones y legados de carácter monetario, se valoran por el valor razonable del importe concedido, y las de carácter no monetario, por el valor razonable del bien recibido.

A efectos de imputación en la cuenta de pérdidas y ganancias, se distinguen los siguientes tipos de subvenciones, donaciones y legados:

- Cuando se conceden para asegurar una rentabilidad mínima o compensar los déficits de explotación, se imputan como ingresos del ejercicio en el que se conceden, salvo que se refieran a ejercicios futuros.
- Cuando se conceden para financiar gastos específicos, se imputan como gastos en el mismo ejercicio en que se devengan los gastos.
- Cuando se conceden para adquirir activos o cancelar pasivos, se imputan como ingresos del ejercicio en la medida en que se produce la enajenación o en proporción a la dotación a la amortización efectuada.
- Finalmente, cuando se reciben importes monetarios sin asignación a una finalidad específica, se imputan como ingresos del ejercicio en que se reconozca.

3.13. Negocios conjuntos

No existe ninguna actividad económica controlada conjuntamente con otra persona física o jurídica.

3.14. Criterios empleados en transacciones entre partes vinculadas

No existen transacciones entre partes vinculadas

4. INMOVILIZADO MATERIAL, INTANGIBLE E INVERSIONES INMOBILIARIAS

4.1. Estado de movimientos del inmovilizado material, intangible e inversiones inmobiliarias.

Los movimientos durante el ejercicio de cada uno de estos epígrafes y de sus correspondientes amortizaciones acumuladas y correcciones valorativas por deterioro de valor acumuladas, se resumen en la siguiente tabla:

Estado de movimientos del inmovilizado material, intangible e inversiones inmobiliarias del ejercicio 2021	Inmovilizado intangible	Inmovilizado material	Inversiones inmobiliarias
A) SALDO INICIAL BRUTO, EJERCICIO 2021	0,00	111.121,45	0,00
(+) Entradas	0,00	111.121,45	0,00
(+) Correcciones de valor por actualización			
(-) Salidas	0,00	157.530,51	0,00
B) SALDO FINAL BRUTO, EJERCICIO 2021	0,00	64.822,28	0,00
C) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO INICIAL EJERCICIO 2021	0,00	-26.121,24	0,00
(+) Dotación a la amortización del ejercicio	0,00	8.577,02	0,00
(+) Aumentos por adquisiciones o traspasos			
(+) Aumento de la amortización acumulada por efecto de la actualización			
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos	0,00	0,00	0,00
D) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO FINAL EJERCICIO 2021	0,00	-34.698,26	0,00
E) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO INICIAL EJERCICIO 2021	0,00	0,00	0,00
(+) Correcciones valorativas por deterioro reconocidas en el período	0,00	0,00	0,00
(-) Reversión de correcciones valorativas por deterioro	0,00	0,00	0,00
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos			
F) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO FINAL EJERCICIO 2021	0,00	0,00	0,00

Estado de movimientos del inmovilizado material, intangible e inversiones inmobiliarias del ejercicio 2020	Inmovilizado intangible	Inmovilizado material	Inversiones inmobiliarias
A) SALDO INICIAL BRUTO, EJERCICIO 2020	0,00	49.603,52	0,00
(+) Entradas	0,00	61.517,93	0,00
(+) Correcciones de valor por actualización			
(-) Salidas	0,00	0,00	0,00
B) SALDO FINAL BRUTO, EJERCICIO 2020	0,00	111.121,45	0,00
C) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO INICIAL EJERCICIO 2020	0,00	-17.544,22	0,00
(+) Dotación a la amortización del ejercicio	0,00	8.577,02	0,00
(+) Aumentos por adquisiciones o traspasos			
(+) Aumento de la amortización acumulada por efecto de la actualización			
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos	0,00	0,00	0,00
D) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO FINAL EJERCICIO 2020	0,00	-26.121,24	0,00
E) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO INICIAL EJERCICIO 2020	0,00	0,00	0,00
(+) Correcciones valorativas por deterioro reconocidas en el período	0,00	0,00	0,00
(-) Reversión de correcciones valorativas por deterioro	0,00	0,00	0,00
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos			
F) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO FINAL EJERCICIO 2020	0,00	0,00	0,00

La sociedad no posee inmovilizados intangibles con vida útil indefinida.

La sociedad no posee a la fecha de cierre del balance inversiones inmobiliarias.

4.2. Arrendamientos financieros y otras operaciones de naturaleza similar sobre activos no corrientes.

La sociedad no posee contratos de arrendamiento financiero y otras operaciones de naturaleza similar sobre activos no corrientes a la fecha de cierre del ejercicio.

5. ACTIVOS FINANCIEROS.

5.1. Activos financieros a largo plazo, salvo inversiones en el patrimonio de empresas del grupo, multigrupo y asociadas.

		CLASES							
		Instrumentos de patrimonio		Valores representativos de deuda		Créditos, derivados y otros		TOTAL	
		2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
CATEGORÍ	Activos financieros mantenidos para negociar	230.075,00	2.406.552,19	0,00	0,00	0,00	0,00	230.075,00	2.406.552,19
	Activos financieros a coste amortizado	323.350,00	1.000.000,00	0,00	0,00	3.640.236,75	3.640.236,75	3.640.236,75	1.378.336,75
	Activos financieros a coste	142.554,00	-41.890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142.554,00	-41.890,00
	TOTAL	3.997.631,00	3.402.316,00	0,00	0,00	3.640.236,75	1.378.336,75	7.637.867,75	4.780.652,75

5.2. Correcciones por deterioro del valor originadas por el riesgo de crédito

No se han producido correcciones por deterioro a la fecha de cierre del ejercicio.

5.3. Activos financieros valorados a valor razonable

A la fecha de cierre del ejercicio no hay activos financieros valorados a valor razonable.

5.4. Empresas del grupo, multigrupo y asociadas

La empresa LANGUR HOLDING CORPORATION, S.L no tiene vinculación con entidades que puedan ser consideradas como empresas del grupo, multigrupo o asociadas.

6. PASIVOS FINANCIEROS

a) Información sobre el vencimiento de las deudas al cierre del ejercicio 2021.

	Vencimiento en años						TOTAL
	Uno	Dos	Tres	Cuatro	Cinco	Más de 5	
Deudas con entidades de crédito	-50.000,00	-1.217.886,00					
Acreedores por arrendamiento financiero	0,00	-12.576,87					
Otras deudas	2.116.302,94	-5.594.489,13					
Deudas con emp. grupo y asociadas	0,00	0,00					
Acreedores comerciales no corrientes							
Acreedores comerciales y otras cuentas a pagar:	1.371.306,38						
Proveedores	0,00						
Otros acreedores	1.371.306,38						
Deuda con características especiales							
TOTAL	694.996,56	-6.824.952,00					

b) No existen deudas con garantía real

c) No existen impagos sobre los préstamos pendientes de pago ni en el ejercicio actual ni en el anterior.

7. FONDOS PROPIOS

Todas las participaciones sociales son de carácter ordinario no ostentando privilegios de carácter especial. La cifra de capital social a 31 de diciembre de 2021 es de 3.030.000 euros constituida por 303.000 participaciones de 10 euros de valor nominal cada una de ellas.

8. SITUACIÓN FISCAL

Debido al hecho de que determinadas operaciones tienen diferente consideración al efecto de la tributación del impuesto sobre sociedades y la elaboración de estas cuentas anuales, la base imponible del ejercicio difiere del resultado contable.

El cálculo del impuesto sobre sociedades del ejercicio 2021 recoge las estimaciones efectuadas por la Dirección de la Sociedad. La conciliación entre el resultado contable y la base imponible del impuesto sobre sociedades es la que se muestra continuación, expresada en euros:

Concepto	IMPORTE	
	2021	2020
Resultado contable del ejercicio:	340.358,13	395.343,22
(+/-) Diferencias permanentes:	-258.952,34	-131.781,08
Resultado contable ajustado:	599.310,47	527.124,30
(+/-) Diferencias temporales:	0,00	0,00
Base Imponible previa Reducción art 25 y compensación de bases imponibles negativas	0,00	527.124,30
(-) Reducción Reserva de Capitalización	-35.580,89	0,00
Base Imponible previo (resultado fiscal):	563.729,58	527.124,30

(-) Compensación bases imponibles negativas ejercicios anteriores	0,00	0,00
Base Imponible (resultado fiscal):	563.721,60	527.124,30
Cuota Integra:	0,00	131.781,08
(-) Deducciones:	0,00	0,00
Gasto devengado / Cuota líquida:	140.930,40	131.781,08
(-) Retenciones / Pagos a cuenta	55.591,58	-20.987,19
Líquido a pagar:	85.338,72	110.793,80

La distribución de resultados es como sigue:

IMPORTE		
<u>Base de reparto</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Saldo Pérdidas y Ganancias	340.358,13	395.343,22
Remanente:		
Total Reservas		
Total:	340.358,13	395.343,22
<u>Distribución</u>		
Reserva de Capitalización	35.580,89	-
Reserva Legal	34.035,81	395.343,22
Reservas Voluntarias	270.741,43	-
Total Reservas:	-	-
Total Distribuido:	-	-

b) No hay crédito fiscal por bases imponibles negativas de ejercicios anteriores.

c) Deducción por inversión de beneficios

El beneficio acogido a la deducción por inversión de beneficios y el detalle de las inversiones realizadas asciende a cero euros:

9. OPERACIONES CON PARTES VINCULADAS

En el ejercicio actual, no existen operaciones con partes vinculadas.

10. OTRA INFORMACIÓN

a) No ha habido remuneraciones al personal de alta dirección.

b) No ha habido remuneraciones a los miembros del órgano de dirección en el ejercicio.

c) Participación de los administradores en el capital de otras sociedades:

En cumplimiento de la obligación establecida en el art. 229.3 del Texto Refundido de la Ley de Sociedades de Capital, se hace constar que los miembros del Consejo de Administración han comunicado a la Sociedad su participación o desempeño de cargos en distintas sociedades.

11. OTRA INFORMACIÓN

- a) No ha habido personas empleadas en el curso del ejercicio.
- b) No existen acuerdos de la empresa que no figuren en el balance, ni sobre los que no se haya incorporado información en otro apartado de la memoria.
- c) No existen subvenciones, donaciones ni legados recibidos durante el ejercicio ni en el ejercicio anterior.

12. INFORMACIÓN SOBRE MEDIO AMBIENTE Y DERECHOS DE EMISIÓN DE GASES DE EFECTO INVERNADERO

1. Información sobre medio ambiente

Los abajo firmantes, como Administradores de la Sociedad citada, manifiestan que en la contabilidad correspondiente a las presentes cuentas anuales NO existe ninguna partida de naturaleza medioambiental que deba ser incluida en la Memoria de acuerdo a las indicaciones de la tercera parte del Plan General de Contabilidad de Pymes (Real Decreto 1515/2007, de 16 de Noviembre).

2. Derechos de emisión de gases de efecto invernadero

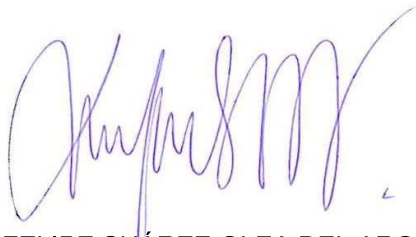
Durante el ejercicio actual y ejercicio anterior, no se ha producido ningún movimiento en la partida de derechos de emisión de gases de efecto invernadero.

13. INFORMACIÓN SOBRE LOS APLAZAMIENTOS DE PAGO EFECTUADOS A PROVEEDORES. DISPOSICIÓN ADICIONAL TERCERA. «DEBER DE INFORMACIÓN» DE LA LEY 15/2010, DE 5 DE JULIO

De acuerdo con lo establecido en el artículo 6 de la Resolución de 29 de enero de 2016, del Instituto de Contabilidad y Auditoría de Cuentas, sobre la información a incorporar en la memoria de las cuentas anuales en relación con el período medio de pago a proveedores en operaciones comerciales contemplado en la disposición adicional tercera "Deber de Información" de la Ley 15/2010, de 5 de julio, el período medio de pago del ejercicio 2021 ha sido de 25 días.

La sociedad procura realizar sus pagos a proveedores y acreedores dentro del plazo máximo legal, no existiendo retrasos en sus compromisos con terceros.

En las cuentas anuales del primer ejercicio de aplicación de esta resolución, no se presentará información comparativa correspondiente a esta nueva obligación, calificándose las cuentas anuales como iniciales a estos exclusivos efectos en lo que se refiere a la aplicación del principio de uniformidad y del requisito de comparabilidad.



LUIS FELIPE SUÁREZ-OLEA DEL ARCO

**MEMORIA
EJERCICIO 2022
LANGUR HOLDING CORPORATION, S.L**

Balance de Situación
(todos los importes expresados en Euros)

Cuentas	Descripción	31/12/2022	31/12/2021
ACTIVO			
	A) ACTIVO NO CORRIENTE	10.124.769,98	7.667.991,77
21,(281),(291),23	II. Inmovilizado material	42.178,32	30.124,02
2405,2415,2425,(2495),2	V. Inversiones financieras a largo plazo	10.082.591,66	7.637.867,75
	B) ACTIVO CORRIENTE	8.370.438,63	4.710.617,26
	III. Deudores comerciales y otras cuentas a cobrar	6.309.009,29	404.645,52
430,431,432,433,434,43	1. Clientes por ventas y prestación de servicios	5.705.500,00	13.098,24
44,460,470,471,472,544,	3. Otros deudores	603.509,29	391.547,28
5305,5315,5325,5335,53	V. Inversiones financieras a corto plazo	2.000.000,00	4.116.302,94
57	VII. Efectivo y otros activos líquidos equivalentes	61.429,34	189.668,80
	TOTAL ACTIVO (A+B)	18.495.208,61	12.378.609,03
PATRIMONIO NETO Y PASIVO			
	A) PATRIMONIO NETO	8.726.762,07	4.132.350,65
	A-1) Fondos propios	8.726.762,07	4.132.350,65
	I. Capital	7.060.000,00	3.030.000,00
100,101,102	1. Capital escriturado	7.060.000,00	3.030.000,00
112,113,114,115,119,85,	III. Reservas	1.102.350,65	761.992,52
129,6,7	VII. Resultado del ejercicio	564.411,42	340.358,13
	B) PASIVO NO CORRIENTE	3.626.842,00	6.824.952,00
	II. Deudas a largo plazo	3.626.842,00	6.824.952,00
1605,170	1. Deudas con entidades de crédito	1.201.842,00	1.217.886,00
1625,174	2. Acreedores por arrendamiento financiero	0,00	12.576,87
1615,1635,171,172,173,	3. Otras deudas a largo plazo	2.425.000,00	5.594.489,13
	C) PASIVO CORRIENTE	6.141.604,54	1.421.306,38
	III. Deudas a corto plazo	760.659,60	50.000,00
5105,520,527	1. Deudas con entidades de crédito	50.000,00	50.000,00
(1034),(1044),(190),(192	3. Otras deudas a corto plazo	710.659,60	0,00
	V. Acreedores comerciales y otras cuentas a pagar	5.380.944,94	1.371.306,38
400,401,403,404,405,(40	1. Proveedores	736,60	0,00
41,438,465,466,475,476,	2. Otros acreedores	5.380.208,34	1.371.306,38
	TOTAL PATRIMONIO NETO Y PASIVO (A+B+C)	18.495.208,61	12.378.609,03

Pérdidas y Ganancias Abreviada
(todos los importes expresados en Euros)

Cuentas	Descripción	31/12/2022	31/12/2021
CUENTA DE PERDIDAS Y GANANCIAS ABREVIADA			
700,701,702,703,704,70	1. Importe neto de la cifra de negocios	5.695.000,00	2.541.322,31
(600),(601),(602),606,(60	4. Aprovisionamientos	-3.422.940,19	-329.671,41
740,747,75	5. Otros ingresos de explotación	0,00	10.825,08
(62),(631),(634),636,639,	7. Otros gastos de explotación	-1.121.460,81	-1.527.686,47
(68)	8. Amortización del Inmovilizado	-11.155,16	-8.577,02
(670),(671),(672),(690),(	11. Deterioro y resultado por enajenaciones del inmovil	35.000,00	0,00
	A) RESULTADO DE EXPLOTACIÓN (1+2+3+4+5+6+7)	1.174.443,84	686.212,49
(660),(661),(662),(664),(	13. Gastos financieros	-408.333,33	-85.252,02
(663),763	14. Variación de valor razonable en instrumentos finan	0,00	-1.650,00
(666),(667),(673),(675),(	16. Deterioro y resultado por enajenaciones de instrum	0,00	-118.021,94
	B) RESULTADO FINANCIERO (12+13+14+15+16)	-408.333,33	-204.923,96
	C) RESULTADO ANTES DE IMPUESTOS (A+B)	766.110,51	481.288,53
(6300),6301,(633),638	17. Impuestos sobre beneficios	-201.699,09	-140.930,40
	D) RESULTADO DEL EJERCICIO (C+17)	564.411,42	340.358,13

1. ACTIVIDAD DE LA EMPRESA

La empresa se constituyó el 11/10/2016, ante la notario Doña Isabel Estapé Tous, no habiendo modificado su denominación social desde entonces. Su domicilio social se encuentra situado en la calle Edgar Neville 17 2ª Madrid 28020 (Madrid).

La duración de la sociedad es indefinida, siendo su principal actividad la asociada al epígrafe del C.N.A.E 7022 "Otras actividades de consultoría de gestión empresarial".

Su C.I.F. es: B87662136 estando inscrita en el Registro Mercantil de MADRID, en el Tomo 35098, Folio 131, Hoja M631217.

El ejercicio económico de la empresa corresponde al período comprendido entre las fechas 01/01/2022 y 31/12/2022.

La empresa posee la forma jurídica de Sociedad Limitada.

Toda la memoria ha sido formulada en Euros.

2. BASES DE PRESENTACIÓN DE LAS CUENTAS ANUALES

2.1. Imagen fiel

- a) Las cuentas anuales reflejan la imagen fiel del patrimonio, de la situación financiera y de los resultados de la empresa y se presentan de acuerdo con la legislación mercantil vigente y con las normas establecidas en el Plan General de Contabilidad de Pequeñas y Medianas Empresas.
- b) No existen razones excepcionales por las que la empresa haya incumplido alguna disposición legal en materia contable para mostrar la imagen fiel.
- c) No es necesario incluir informaciones complementarias en la memoria, puesto que la aplicación de las disposiciones legales, es suficiente para mostrar la imagen fiel.

2.2. Principios contables no obligatorios aplicados:

Durante el ejercicio social solo se han aplicado aquellos principios contables que son obligatorios según el art.38 del Código de Comercio y el Plan General de Contabilidad de Pequeñas y Medianas Empresas, esto es, Empresa en funcionamiento, Devengo, Uniformidad, Prudencia, No compensación e Importancia relativa.

2.3. Aspectos críticos de la valoración y estimación de la incertidumbre

En la elaboración de las cuentas anuales se han utilizado estimaciones, como la vida útil de los activos materiales e intangibles, para valorar dichos activos.

A su vez, se han realizado estimaciones del valor razonable, valor en uso y valor actual de los instrumentos financieros.

A pesar de que estas estimaciones se han realizado en función de la mejor información disponible en la fecha de formulación de estas cuentas anuales sobre los hechos analizados, es posible que acontecimientos que puedan tener lugar en el futuro obliguen a modificarlas en próximos ejercicios; lo que se haría de forma prospectiva, reconociendo los efectos del cambio de estimaciones en las correspondientes cuentas anuales futuras.

2.4. Comparación de la información:

De acuerdo con la legislación mercantil se presenta, a efectos comparativos, con cada una de las partidas del balance, de la cuenta de pérdidas y ganancias, del estado de cambios en el patrimonio neto y de la memoria, además de las cifras del ejercicio actual, las correspondientes al ejercicio anterior.

- a) No ha habido razón alguna que justifique la modificación de la estructura del balance, de la cuenta de pérdidas y ganancias y del estado de cambios en el patrimonio neto, según se prevé en el artículo 35.8 del Código de Comercio y en la parte tercera del Plan General de Contabilidad de Pymes.

b) No existen causas que impidan la comparación de las cuentas anuales del ejercicio con las del precedente.

2.5. Elementos recogidos en varias partidas

No existen elementos patrimoniales que estén registrados en dos o más partidas del balance.

2.6. Cambios en criterios contables

En el ejercicio no se han efectuado ajustes por cambios en criterios contables.

2.7. Corrección de errores

En el ejercicio, no se han efectuado ajustes por corrección de errores.

3. NORMAS DE REGISTRO Y VALORACIÓN

Los criterios contables aplicados en relación con las diferentes partidas, son los siguientes:

3.1. Inmovilizado intangible:

Los diferentes inmovilizados intangibles se reconocen como tales por cumplir con la definición de activo y los criterios de registro o reconocimiento contable contenidos en el Marco Conceptual de la Contabilidad. Además, cumplen con el criterio de identificabilidad, puesto que son elementos separables que surgen de derechos legales o contractuales, con independencia de que tales derechos sean transferibles o separables.

Los inmovilizados intangibles, se valoran por su coste, ya sea éste el precio de adquisición o el coste de producción, sin perjuicio de lo indicado en las normas particulares sobre este tipo de inmovilizados.

Los impuestos indirectos que gravan los elementos del inmovilizado intangible, sólo se incluye en el precio de adquisición o coste de producción cuando no son recuperables directamente de la Hacienda Pública.

Las amortizaciones se establecen de manera sistemática y racional en función de la vida útil de los inmovilizados intangibles y de su valor residual, atendiendo a la depreciación que normalmente han sufrido por su funcionamiento, uso y disfrute, sin perjuicio de considerar también la obsolescencia técnica o comercial que pudiera afectarlos.

Cuando se producen correcciones valorativas, se ajustan las amortizaciones de los ejercicios siguientes del inmovilizado deteriorado, teniendo en cuenta el nuevo valor contable.

Se produce una pérdida por deterioro del valor de un elemento del inmovilizado intangible cuando su valor contable supera a su importe recuperable.

En los balances de la empresa, no han existido inmovilizados intangibles con vida útil indefinida.

3.2. Inmovilizado material

Los inmovilizados materiales, se valoran por su coste, ya sea el precio de adquisición o el coste de producción, sin perjuicio de lo indicado en las normas particulares sobre este tipo de inmovilizados.

Los impuestos indirectos que gravan los elementos del inmovilizado material, sólo se incluyen en el precio de adquisición o coste de producción cuando no son recuperables directamente de la Hacienda Pública.

También se incluye como parte del valor de los inmovilizados materiales, la estimación inicial del valor actual de las obligaciones asumidas derivadas del desmantelamiento o retiro y otras asociadas, tales como los costes de rehabilitación, siempre que estas obligaciones hayan dado lugar al registro de provisiones.

En aquellos inmovilizados materiales que necesiten un periodo superior a un año para estar en condiciones de uso, se incluye en el precio de adquisición o coste de producción los gastos financieros que se devenguen antes de la puesta en condiciones de funcionamiento

y que son girados por el proveedor o corresponden a algún tipo de financiación ajena atribuible a la adquisición, fabricación o construcción del activo.

Las amortizaciones se establecen de manera sistemática y racional en función de la vida útil de los inmovilizados materiales y de su valor residual, atendiendo a la depreciación que normalmente sufren por su funcionamiento, uso y disfrute, sin perjuicio de considerar también la obsolescencia técnica o comercial que pudiera afectarlos.

Cuando se producen correcciones valorativas, se ajustan las amortizaciones de los ejercicios siguientes del inmovilizado deteriorado, teniendo en cuenta el nuevo valor contable.

Se produce una pérdida por deterioro del valor de un elemento del inmovilizado material cuando su valor contable supera a su importe recuperable. La corrección valorativa por deterioro, así como su reversión se reconoce como un gasto o ingreso, respectivamente, en la cuenta de pérdidas y ganancias. La reversión del deterioro tiene como límite el valor contable del inmovilizado que estaría reconocido en la fecha de reversión si no se hubiese registrado el deterioro del valor.

Los costes de renovación, ampliación o mejora de los bienes del inmovilizado material son incorporados al activo como mayor valor del bien en la medida en que suponen un aumento de la capacidad, productividad o alargamiento de su vida útil, dándose de baja el valor contable de los elementos que se han sustituido.

En la determinación del importe del inmovilizado material, se tiene en cuenta la incidencia de los costes relacionados con grandes reparaciones. El importe equivalente a estos costes se amortiza de forma distinta a la del resto del elemento durante el período que medie hasta la gran reparación. Al realizar una gran reparación, su coste se reconoce en el valor contable del inmovilizado como una sustitución, siempre y cuando se hayan cumplido las condiciones para su reconocimiento.

La contabilización de los contratos de arrendamiento financiero recibidos, se registran con un activo de acuerdo con su naturaleza, según se trate de un elemento del inmovilizado material o del intangible, y un pasivo financiero por el mismo importe, que es el menor entre el valor razonable del activo arrendado y el valor actual al inicio del arrendamiento de los pagos mínimos acordados. La carga financiera total se distribuye a lo largo del plazo del arrendamiento y se imputa a la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio en que se devenga, aplicando el método del tipo de interés efectivo.

3.3. Inversiones inmobiliarias

Los terrenos y construcciones, se califican como inversiones inmobiliarias, según se posean para la obtención de rentas y plusvalías, y no para su uso en la producción o suministro de bienes y servicios, fines administrativos o para su venta en el curso ordinario de las operaciones.

Las inversiones inmobiliarias, se valoran por su coste, ya sea éste el precio de adquisición o el coste de producción, sin perjuicio de lo indicado en las normas particulares sobre este tipo de inmovilizados.

Los impuestos indirectos que gravan los elementos de las inversiones inmobiliarias, sólo se incluyen en el precio de adquisición o coste de producción cuando no son recuperables directamente de la Hacienda Pública.

También se incluye como parte del valor de las inversiones inmobiliarias materiales, la estimación inicial del valor actual de las obligaciones asumidas derivadas del desmantelamiento o retiro y otras asociadas, tales como los costes de rehabilitación, siempre que estas obligaciones hayan dado lugar al registro de provisiones.

En aquellas inversiones inmobiliarias que necesitan un periodo superior a un año para estar en condiciones de uso, se incluye en el precio de adquisición o coste de producción los gastos financieros que se devengan antes de la puesta en condiciones de funcionamiento y que son girados por el proveedor o corresponden a algún tipo de financiación ajena atribuible a la adquisición, fabricación o construcción del activo.

Las amortizaciones se establecen de manera sistemática y racional en función de la vida útil de las inversiones inmobiliarias y de su valor residual, atendiendo a la depreciación que normalmente sufren por su funcionamiento, uso y disfrute, sin perjuicio de considerar

también la obsolescencia técnica o comercial que pudiera afectarlos. Cuando se producen correcciones valorativas, se ajustan las amortizaciones de los ejercicios siguientes del inmovilizado deteriorado, teniendo en cuenta el nuevo valor contable.

Se produce una pérdida por deterioro del valor de un elemento inversión inmobiliaria cuando su valor contable supera a su importe recuperable. La corrección valorativa por deterioro, así como su reversión se reconocen como un gasto o ingreso, respectivamente, en la cuenta de pérdidas y ganancias. La reversión del deterioro tiene como límite el valor contable del inmovilizado que estaría reconocido en la fecha de reversión si no se hubiese registrado el deterioro del valor.

Los costes de renovación, ampliación o mejora de los bienes que forman parte de las inversiones inmobiliarias, se incorporan al activo como mayor valor del bien en la medida en que suponen un aumento de la capacidad, productividad o alargamiento de su vida útil, dándose de baja el valor contable de los elementos que se han sustituido.

En la determinación del importe de las inversiones inmobiliarias, se tiene en cuenta la incidencia de los costes relacionados con grandes reparaciones. El importe equivalente a estos costes se amortiza de forma distinta a la del resto del elemento durante el período que medie hasta la gran reparación. Al realizar una gran reparación, su coste se reconoce en el valor contable del inmovilizado como una sustitución, siempre y cuando se hayan cumplido las condiciones para su reconocimiento.

La contabilización de los contratos de arrendamiento financiero recibidos, se registra como un activo de acuerdo con su naturaleza, según se trate de un elemento del inmovilizado material, inversión inmobiliaria o del inmovilizado intangible, y un pasivo financiero por el mismo importe, que es el menor entre el valor razonable del activo arrendado y el valor actual al inicio del arrendamiento de los pagos mínimos acordados. La carga financiera total se distribuye a lo largo del plazo del arrendamiento y se imputa a la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio en que se devenga, aplicando el método del tipo de interés efectivo.

3.4. Permutas

Durante el ejercicio no se ha producido ninguna permuta de carácter comercial ni no comercial.

3.5. Activos financieros y pasivos financieros

- a) Se consideran financieros, aquellos activos consistentes en dinero en efectivo, instrumentos de patrimonio de otras empresas o derechos contractuales a recibir efectivo u otro activo financiero. También se han incluido los derechos contractuales a intercambiar activos o pasivos financieros con terceros en condiciones potencialmente favorables.

Los activos financieros, a efectos de su valoración, se clasifican en las siguientes categorías:

- Activos financieros a coste amortizado: esta categoría de activos financieros incluye por un lado, créditos por operaciones comerciales, originados en la venta de bienes y la prestación de servicios por operaciones de tráfico de la empresa, y por otro lado, otros activos financieros que, no siendo instrumentos de patrimonio ni derivados, no tienen origen comercial y sus cobros son de cuantía determinada o determinable. Los activos financieros incluidos en esta categoría se valoran inicialmente por el coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación entregada más los costes de transacción.

- Activos financieros mantenidos para negociar: La sociedad, incluye en este apartado, a los activos financieros que se originan o se adquieren con el propósito de venderlos a corto plazo; o a los activos financieros que formen parte de una cartera de instrumentos financieros con el fin de obtener ganancias a corto plazo. También se incluyen a los instrumentos financieros derivados sin contrato de garantía financiera y sin designación como instrumento de cobertura. Estos activos financieros se valoran por su coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación entregada.

-Activos financieros a coste: En esta categoría, se incluyen las inversiones en el patrimonio de empresas del grupo, multigrupo y asociadas, así como otros instrumentos de patrimonio no incluidos en la categoría de "Activos financieros mantenidos para negociar". Estos activos financieros se valoran inicialmente al coste, esto es, el valor razonable de la contraprestación entregada más los costes de transacción que le sean directamente atribuibles.

Se clasifican como financieros, aquellos pasivos que suponen para la empresa una obligación contractual, directa o indirecta, de entregar efectivo u otro activo financiero, o de intercambiar activos o pasivos financieros con terceros en condiciones potencialmente desfavorables, o que otorgue al tenedor el derecho a exigir al emisor su rescate en una fecha y por un importe determinado.

Los pasivos financieros, a efectos de su valoración, se clasifican en las siguientes categorías:

-Pasivos financieros a coste amortizado: Se incluyen como tales, los débitos por operaciones comerciales, que se originan en la compra de bienes y servicios por operaciones de tráfico de la empresa, y los débitos por operaciones no comerciales, que no siendo instrumentos derivados, no tienen origen comercial. Estos pasivos financieros se valoran inicialmente por su coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación recibida ajustado por los costes de transacción que les son directamente atribuibles.

-Pasivos financieros mantenidos para negociar: La empresa incluye en este apartado a los instrumentos financieros derivados, siempre que no sean contratos de garantía financiera, ni hayan sido designados como instrumentos de cobertura. Estos pasivos financieros se valoran inicialmente por su coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación recibida ajustado por los costes de transacción que les son directamente atribuibles.

b) Los criterios aplicados para determinar la existencia de un deterioro, son distintos en función de la categoría de cada activo financiero:

- Activos financieros a coste amortizado: Al menos al cierre del ejercicio, se comprueba la existencia de alguna evidencia objetiva, de que el valor de un activo financiero o de un grupo de activos financieros con similares características de riesgo, se ha deteriorado como resultado de uno o más eventos que hayan ocurrido después de su reconocimiento inicial y que hayan ocasionado una reducción en los flujos de efectivo estimados futuros. La pérdida por deterioro del valor de estos activos financieros es la diferencia entre el valor en libros y el valor actual de los flujos de efectivo futuros que se estiman van a generar. En su caso, se sustituye el valor actual de los flujos de efectivo por el valor de cotización del activo, siempre que éste sea suficientemente fiable. Las correcciones valorativas por deterioro, así como su reversión, se reconocen como un gasto o un ingreso, en la cuenta de pérdidas y ganancias.

- Activos financieros mantenidos para negociar: Posteriormente a su valoración inicial, este tipo de activos, se valoran por su valor razonable, sin deducir los costes de transacción en que se pudiera incurrir en su enajenación. Los cambios que se producen en el valor razonable, se imputan en la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio.

- Activos financieros a coste: Al menos al cierre del ejercicio, se comprueba la existencia de alguna evidencia objetiva, de que el valor en libros de alguna inversión no es recuperable. El importe de la corrección valorativa es la diferencia entre el valor en libros y el importe recuperable. Las correcciones valorativas por deterioro y su reversión, se registran como un gasto o ingreso en la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio.

c) La empresa ha dado de baja a los activos financieros, o parte de los mismos, cuando han finalizado o se han cedido los derechos contractuales, siempre y cuando el cedente se haya desprendido de los riesgos y beneficios inherentes a la propiedad del activo. En las operaciones de cesión en las que no ha procedido dar de baja el

activo financiero, se ha registrado adicionalmente un pasivo financiero derivado de los importes recibidos.

En lo que se refiere a los pasivos financieros, la empresa los ha dado de baja cuando la obligación se ha extinguido. También ha dado de baja los pasivos financieros propios que ha adquirido, aunque sea con la intención de recolocarlos en el futuro. La diferencia entre el valor en libros del pasivo financiero, y la contraprestación pagada, incluidos los costes de transacción atribuibles, se ha reconocido en la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio en que ha tenido lugar.

d) Inversiones en empresas de grupo, multigrupo y asociadas:

No se han realizado inversiones en empresas de grupo, multigrupo o asociadas.

e) Los intereses y dividendos de activos financieros devengados con posterioridad al momento de la adquisición se reconocen como ingresos en la cuenta de pérdidas y ganancias. Los intereses se reconocen utilizando el método del tipo de interés efectivo y los dividendos cuando se declara el derecho del socio a recibirlo.

3.6. Valores de capital propio en poder de la empresa

No se han contabilizado instrumentos de patrimonio propio durante el ejercicio.

3.7. Existencias

Los bienes y servicios comprendidos en las existencias, se valoran por su coste, ya sea el precio de adquisición o el coste de producción. El precio de adquisición, incluye el importe facturado por el vendedor después de deducir cualquier descuento, rebaja en el precio u otras partidas similares, así como los intereses incorporados al nominal de los débitos, y se añaden todos los gastos adicionales que se produzcan hasta que los bienes se hallen ubicados para su venta.

En las existencias que necesitan un período de tiempo superior a un año para estar en condiciones de ser vendidas, se incluye en el precio de adquisición o de producción, los gastos financieros, tal y como indica el apartado sobre inmovilizado material incluido en esta memoria.

Cuando se debe asignar valor a bienes concretos que forman parte de un inventario de bienes intercambiables entre sí, se adopta con carácter general el método del precio medio o coste medio ponderado. El método FIFO también ha sido aceptado.

Cuando el valor neto realizable de las existencias es inferior a su precio de adquisición o a su coste de producción, se efectúa las oportunas correcciones valorativas, reconociéndolas como un gasto en la cuenta de pérdidas y ganancias.

3.8. Transacciones en moneda extranjera

No existen transacciones en moneda extranjera.

3.9. Impuestos sobre beneficios

El gasto por impuesto sobre beneficios representa la suma del gasto por impuesto sobre beneficios del ejercicio así como por el efecto de las variaciones de los activos y pasivos por impuestos anticipados, diferidos y créditos fiscales.

El gasto por impuesto sobre beneficios del ejercicio se calcula mediante la suma del impuesto corriente que resulta de la aplicación del tipo de gravamen sobre la base imponible del ejercicio, tras aplicar las deducciones que fiscalmente son admisibles, más la variación de los activos y pasivos por impuestos anticipados / diferidos y créditos fiscales, tanto por bases imponibles negativas como por deducciones.

En general, se reconoce un pasivo por impuesto diferido por todas las diferencias temporarias imponibles, a menos que estas hayan surgido del reconocimiento inicial de un fondo de comercio, del reconocimiento inicial de un activo o pasivo en una transacción que no es una combinación de negocios y además no afecte ni al resultado contable ni a la base imponible del impuesto o de las inversiones en empresas dependientes, asociadas y negocios conjuntos siempre y cuando la inversora ha podido controlar el momento de la reversión de la diferencia y además, haya sido probable que tal diferencia no revierta en un futuro previsible.

Los activos por impuesto diferido, de acuerdo con el principio de prudencia, se reconocen como tales en la medida en que resulta probable que la empresa disponga de ganancias fiscales futuras que permitan la aplicación de estos activos. Si se cumple la condición anterior, en términos generales se considera un activo por impuesto diferido cuando: existan diferencias temporarias deducibles, derechos a compensar en ejercicios posteriores, las pérdidas fiscales, y deducciones y otras ventajas fiscales no utilizadas que quedan pendientes de aplicar fiscalmente.

Los activos y pasivos por impuesto diferido se valoran según los tipos de gravamen esperados en el momento de su reversión, según la normativa que está vigente o aprobada y pendiente de publicación en la fecha de cierre del ejercicio, y de acuerdo con la forma en que racionalmente se previene recuperar o pagar el activo o el pasivo.

3.10. Ingresos y gastos

Los ingresos y gastos se imputan en función del principio del devengo, es decir, cuando se produce la corriente real de los bienes y servicios que los mismos representan, con independencia del momento que se produzca la corriente monetaria o financiera derivada de ellos. Concretamente, los ingresos se calculan al valor razonable de la contraprestación a recibir y representan los importes a cobrar por los bienes entregados y los servicios prestados en el marco ordinario de la actividad, deducidos los descuentos e impuestos.

Los ingresos se encuentran valorados por el importe realmente percibido y los gastos por el coste de adquisición, habiéndose contabilizado según el criterio de devengo.

Los ingresos por prestación de servicios se reconocen cuando el resultado de la transacción pueda ser estimado con fiabilidad, considerando para ello el porcentaje de realización del servicio en la fecha de cierre del ejercicio.

En consecuencia sólo se contabilizarán los ingresos procedentes de prestación de servicios cuando se cumplan todas y cada una de las siguientes condiciones:

- f) El importe de los ingresos puede valorarse con fiabilidad.
- g) Es probable que la empresa reciba los beneficios o rendimientos económicos derivados de la transacción.
- h) El grado de realización de la transacción, en la fecha de cierre del ejercicio, puede ser valorado con fiabilidad.
- i) Los costes ya incurridos en la prestación, así como los que quedan por incurrir hasta completarla, pueden ser valorados con fiabilidad.

La empresa revisará y, si es necesario, modificará las estimaciones del ingreso por recibir, a medida que el servicio se va prestando. La necesidad de tales revisiones no indica, necesariamente, que el desenlace o resultado de la operación de prestación de servicios no pueda ser estimado con fiabilidad.

3.11. Provisiones y contingencias

La empresa reconoce como provisiones los pasivos que, cumpliendo la definición y los criterios de registro contable contenidos en el marco conceptual de la contabilidad, resultan indeterminados respecto a su importe o a la fecha en que se cancelarán. Las provisiones pueden venir determinadas por una disposición legal, contractual o por una obligación implícita o tácita.

Las provisiones se valoran en la fecha de cierre del ejercicio por el valor actual de la mejor estimación posible del importe necesario para cancelar o transferir a un tercero la obligación, registrándose los ajustes que hayan surgido por la actualización de la provisión como un gasto financiero conforme se vayan devengando.

Cuando se trate de provisiones con vencimiento inferior o igual a un año, y el efecto financiero no sea significativo, no será necesario llevar a cabo ningún tipo de descuento.

3.12. Subvenciones, donaciones y legados

Las subvenciones, donaciones y legados no reintegrables, se contabilizan inicialmente, como ingresos directamente imputados al patrimonio neto y se reconocerán en la cuenta de pérdidas y ganancias como ingresos sobre una base sistemática y racional de forma correlacionada con los gastos derivados de la subvención, donación o legado, esto es, atendiendo a su finalidad.

Las subvenciones, donaciones y legados de carácter monetario, se valoran por el valor razonable del importe concedido, y las de carácter no monetario, por el valor razonable del bien recibido.

A efectos de imputación en la cuenta de pérdidas y ganancias, se distinguen los siguientes tipos de subvenciones, donaciones y legados:

- Cuando se conceden para asegurar una rentabilidad mínima o compensar los déficits de explotación, se imputan como ingresos del ejercicio en el que se conceden, salvo que se refieran a ejercicios futuros.
- Cuando se conceden para financiar gastos específicos, se imputan como gastos en el mismo ejercicio en que se devengan los gastos.
- Cuando se conceden para adquirir activos o cancelar pasivos, se imputan como ingresos del ejercicio en la medida en que se produce la enajenación o en proporción a la dotación a la amortización efectuada.
- Finalmente, cuando se reciben importes monetarios sin asignación a una finalidad específica, se imputan como ingresos del ejercicio en que se reconozca.

3.13. Negocios conjuntos

No existe ninguna actividad económica controlada conjuntamente con otra persona física o jurídica.

3.14. Criterios empleados en transacciones entre partes vinculadas

No existen transacciones entre partes vinculadas

4. INMOVILIZADO MATERIAL, INTANGIBLE E INVERSIONES INMOBILIARIAS

4.1. Estado de movimientos del inmovilizado material, intangible e inversiones inmobiliarias.

Los movimientos durante el ejercicio de cada uno de estos epígrafes y de sus correspondientes amortizaciones acumuladas y correcciones valorativas por deterioro de valor acumuladas, se resumen en la siguiente tabla:

Estado de movimientos del inmovilizado material, intangible e inversiones inmobiliarias del ejercicio 2022	Inmovilizado intangible	Inmovilizado material	Inversiones inmobiliarias
A) SALDO INICIAL BRUTO, EJERCICIO 2022	0,00	64.822,28	0,00
(+) Entradas	0,00	23.209,46	0,00
(+) Correcciones de valor por actualización			
(-) Salidas	0,00	0,00	0,00
B) SALDO FINAL BRUTO, EJERCICIO 2022	0,00	88.031,74	0,00
C) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO INICIAL EJERCICIO 2022	0,00	-34.698,26	0,00
(+) Dotación a la amortización del ejercicio	0,00	11.760,93	0,00
(+) Aumentos por adquisiciones o traspasos			
(+) Aumento de la amortización acumulada por efecto de la actualización			
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos	0,00	605,77	0,00
D) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO FINAL EJERCICIO 2022	0,00	-45.853,42	0,00
E) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO INICIAL EJERCICIO 2022	0,00	0,00	0,00
(+) Correcciones valorativas por deterioro reconocidas en el período	0,00	0,00	0,00
(-) Reversión de correcciones valorativas por deterioro	0,00	0,00	0,00
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos			
F) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO FINAL EJERCICIO 2022	0,00	0,00	0,00

Estado de movimientos del inmovilizado material, intangible e inversiones inmobiliarias del ejercicio 2021	Inmovilizado intangible	Inmovilizado material	Inversiones inmobiliarias
A) SALDO INICIAL BRUTO, EJERCICIO 2021	0,00	111.121,45	0,00
(+) Entradas	0,00	111.231,34	0,00
(+) Correcciones de valor por actualización			
(-) Salidas	0,00	157.530,51	0,00
B) SALDO FINAL BRUTO, EJERCICIO 2021	0,00	64.822,28	0,00
C) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO INICIAL EJERCICIO 2021	0,00	-26.121,24	0,00
(+) Dotación a la amortización del ejercicio	0,00	8.577,02	0,00
(+) Aumentos por adquisiciones o traspasos			
(+) Aumento de la amortización acumulada por efecto de la actualización			
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos	0,00	0,00	0,00
D) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO FINAL EJERCICIO 2021	0,00	-34.698,26	0,00
E) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO INICIAL EJERCICIO 2021	0,00	0,00	0,00
(+) Correcciones valorativas por deterioro reconocidas en el período	0,00	0,00	0,00
(-) Reversión de correcciones valorativas por deterioro	0,00	0,00	0,00
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos			
F) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO FINAL EJERCICIO 2021	0,00	0,00	0,00

La sociedad no posee inmovilizados intangibles con vida útil indefinida.

Las inversiones inmobiliarias existentes en el balance consisten en:

4.2. Arrendamientos financieros y otras operaciones de naturaleza similar sobre activos no corrientes.

La sociedad no posee contratos de arrendamiento financiero y otras operaciones de naturaleza similar sobre activos no corrientes a la fecha de cierre del ejercicio.

5. ACTIVOS FINANCIEROS.

5.1. Activos financieros a largo plazo, salvo inversiones en el patrimonio de empresas del grupo, multigrupo y asociadas.

		CLASES							
		Instrumentos de patrimonio		Valores representativos de deuda		Créditos, derivados y otros		TOTAL	
		2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
CATEGORÍAS	Activos financieros mantenidos para negociar	6.962.420,43	230.075,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6.962.420,43	230.075,00
	Activos financieros a coste amortizado	0,00	3.625.002,00	0,00	0,00	1.115.858,15	1.115.858,15	1.115.858,15	3.640.236,75
	Activos financieros a coste	5.768.179,51	142.554,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5.768.179,51	142.554,00
	TOTAL	8.966.733,51	3.997.631,00	0,00	0,00	1.115.858,15	3.640.236,75	10.082.591,66	7.637.867,75

5.2. Correcciones por deterioro del valor originadas por el riesgo de crédito

En la siguiente tabla, se detallan los movimientos de las cuentas correctoras representativas de las pérdidas por deterioro del valor originadas por el riesgo de crédito.

	Clases de activos financieros					
	Valores representativos de deuda		Créditos, Derivados y Otros		TOTAL	
	Largo plazo	Corto plazo	Largo plazo	Corto plazo	Largo plazo	Corto plazo
Pérdida por deterioro al inicio del 2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(+) Corrección valorativa por deterioro	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(-) Reversión del deterioro	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(-) Salidas y reducciones						
(+/-) Traspasos y otras valoraciones (combinaciones de negocio, etc.)						
Pérdida por deterioro al final del ejercicio 2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(+) Corrección valorativa por deterioro	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(-) Reversión del deterioro	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(-) Salidas y reducciones						
(+/-) Traspasos y otras valoraciones (combinaciones de negocio, etc.)						
Pérdida por deterioro al final del ejercicio 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

5.3. Activos financieros valorados a valor razonable

A la fecha de cierre del ejercicio no hay activos financieros valorados a valor razonable.

5.4. Empresas del grupo, multigrupo y asociadas

La empresa LANGUR HOLDING CORPORATION, S.L no tiene vinculación con entidades que puedan ser consideradas como empresas del grupo, multigrupo o asociadas.

6. PASIVOS FINANCIEROS

a) Información sobre el vencimiento de las deudas al cierre del ejercicio 2022.

	Vencimiento en años						
	Uno	Dos	Tres	Cuatro	Cinco	Más de 5	TOTAL
Deudas con entidades de crédito	-50.000,00	-1.201.842,00					
Acreedores por arrendamiento financiero	0,00	0,00					
Otras deudas	-710.659,60	-2.425.000,00					
Deudas con emp. grupo y asociadas	0,00	0,00					
Acreedores comerciales no corrientes							
Acreedores comerciales y otras cuentas a pagar:	-5.380.944,94						
Proveedores	-736,60						
Otros acreedores	-5.380.208,34						
Deuda con características especiales							
TOTAL	-6.141.604,54	-3.626.842,00					

- a) No existen deudas con garantía real
- b) No existen impagos sobre los préstamos pendientes de pago ni en el ejercicio actual ni en el anterior.

7. FONDOS PROPIOS

Todas las participaciones sociales son de carácter ordinario no ostentando privilegios de carácter especial. La cifra de capital social a 31 de diciembre de 2022 es de 7.060.000 euros atendiendo a la ampliación de capital por importe de 4.030.000 euros realizada el 3 de junio de 2022. Atendiendo a la operación anterior, la sociedad queda constituida por 706.000 participaciones de 10 euros de valor nominal cada una de ellas.

8. SITUACIÓN FISCAL

Debido al hecho de que determinadas operaciones tienen diferente consideración al efecto de la tributación del impuesto sobre sociedades y la elaboración de estas cuentas anuales, la base imponible del ejercicio difiere del resultado contable.

El cálculo del impuesto sobre sociedades del ejercicio 2022 recoge las estimaciones efectuadas por la Dirección de la Sociedad. La conciliación entre el resultado contable y la base imponible del impuesto sobre sociedades es la que se muestra continuación, expresada en euros:

<u>Concepto</u>	IMPORTES	
	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Resultado contable del ejercicio:	766.110,51	340.358,13
(+/-) Diferencias permanentes:	67.760,00	-258.952,34
Resultado contable ajustado:	833.870,51	599.310,47
(+/-) Diferencias temporales:	0	0
Base Imponible previa Reducción art 25 y compensación de bases impositivas negativas	0	0
(-) Reducción Reserva de Capitalización	-27.074,14	-35.580,89
Base Imponible previo (resultado fiscal):	806.796,37	563.729,58
(-) Compensación bases impositivas negativas ejercicios anteriores	0	0
Base Imponible (resultado fiscal):	806.796,37	563.721,60
Cuota Integra:	0	0
(-) Deduciones:	0	0
Gasto devengado / Cuota líquida:	201.699,09	140.930,40
(-) Retenciones / Pagos a cuenta	-74.456,25	55.591,58
Líquido a pagar:	127.242,84	85.338,72

La distribución de resultados es como sigue:

	IMPORTES	
Base de reparto	2022	2021
Saldo Pérdidas y Ganancias	564.411,42	340.358,13
Remanente:		
Total Reservas		
Total:	564.411,42	340.358,13
Distribución		
Reserva de Capitalización	27.074,14	35.580,89
Reserva Legal	56.441,14	34.035,81
Reservas Voluntarias	480.896,14	270.741,43
Total Reservas:	-	-
Total Distribuido:	-	-

b) No hay crédito fiscal por bases imponibles negativas de ejercicios anteriores.

c) Deducción por inversión de beneficios

El beneficio acogido a la deducción por inversión de beneficios y el detalle de las inversiones realizadas asciende a cero euros:

9. OPERACIONES CON PARTES VINCULADAS

En el ejercicio actual, no existen operaciones con partes vinculadas.

10. OTRA INFORMACIÓN

- a) No ha habido remuneraciones al personal de alta dirección.
- b) No ha habido remuneraciones a los miembros del órgano de dirección en el ejercicio.
- c) Participación de los administradores en el capital de otras sociedades:

En cumplimiento de la obligación establecida en el art. 229.3 del Texto Refundido de la Ley de Sociedades de Capital, se hace constar que los miembros del Consejo de Administración han comunicado a la Sociedad su participación o desempeño de cargos en distintas sociedades.

11. OTRA INFORMACIÓN

- a) No ha habido personas empleadas en el curso del ejercicio.
- b) No existen acuerdos de la empresa que no figuren en el balance, ni sobre los que no se haya incorporado información en otro apartado de la memoria.

c) No existen subvenciones, donaciones ni legados recibidos durante el ejercicio ni en el ejercicio anterior.

12. INFORMACIÓN SOBRE MEDIO AMBIENTE Y DERECHOS DE EMISIÓN DE GASES DE EFECTO INVERNADERO

1. Información sobre medio ambiente

Los abajo firmantes, como Administradores de la Sociedad citada, manifiestan que en la contabilidad correspondiente a las presentes cuentas anuales NO existe ninguna partida de naturaleza medioambiental que deba ser incluida en la Memoria de acuerdo a las indicaciones de la tercera parte del Plan General de Contabilidad de Pymes (Real Decreto 1515/2007, de 16 de Noviembre).

2. Derechos de emisión de gases de efecto invernadero

Durante el ejercicio actual y ejercicio anterior, no se ha producido ningún movimiento en la partida de derechos de emisión de gases de efecto invernadero.

13. INFORMACIÓN SOBRE LOS APLAZAMIENTOS DE PAGO EFECTUADOS A PROVEEDORES. DISPOSICIÓN ADICIONAL TERCERA. «DEBER DE INFORMACIÓN» DE LA LEY 15/2010, DE 5 DE JULIO

De acuerdo con lo establecido en el artículo 6 de la Resolución de 29 de enero de 2016, del Instituto de Contabilidad y Auditoría de Cuentas, sobre la información a incorporar en la memoria de las cuentas anuales en relación con el período medio de pago a proveedores en operaciones comerciales contemplado en la disposición adicional tercera “Deber de Información” de la Ley 15/2010, de 5 de julio, el período medio de pago del ejercicio 2022 ha sido de 86 días.

La sociedad procura realizar sus pagos a proveedores y acreedores dentro del plazo máximo legal, no existiendo retrasos en sus compromisos con terceros.

En las cuentas anuales del primer ejercicio de aplicación de esta resolución, no se presentará información comparativa correspondiente a esta nueva obligación, calificándose las cuentas anuales como iniciales a estos exclusivos efectos en lo que se refiere a la aplicación del principio de uniformidad y del requisito de comparabilidad.



Luis Felipe Suárez-Olea del Arco
Administrador Único

**MEMORIA
EJERCICIO 2023
LANGUR HOLDING CORPORATION, S.L**

Balance de Situación Abreviado
Desde Fecha : 01/01/2023 Hasta Fecha : 31/12/2023

Cuentas	Descripción	31/12/2023	31/12/2022
	ACTIVO		
	A) ACTIVO NO CORRIENTE	13.152.148,47	10.124.769,98
21,(281),(291),23	II. Inmovilizado material	30.529,35	42.178,32
2405,2415,2425,(2495),2	V. Inversiones financieras a largo plazo	13.121.619,12	10.082.591,66
	B) ACTIVO CORRIENTE	12.422.860,71	8.370.438,63
	III. Deudores comerciales y otras cuentas a cobrar	5.037.257,88	6.309.009,29
430,431,432,433,434,43	1. Clientes por ventas y prestación de servicios	4.150.341,13	5.705.500,00
44,460,470,471,472,544,	3. Otros deudores	886.916,75	603.509,29
5305,5315,5325,5335,53	V. Inversiones financieras a corto plazo	7.284.958,39	2.000.000,00
57	VII. Efectivo y otros activos líquidos equivalentes	100.644,44	61.429,34
	TOTAL ACTIVO (A+B)	25.575.009,18	18.495.208,61
	PATRIMONIO NETO Y PASIVO		
	A) PATRIMONIO NETO	8.411.701,20	8.770.486,25
	A-1) Fondos propios	8.411.701,20	8.770.486,25
	I. Capital	7.060.000,00	7.060.000,00
100,101,102	1. Capital escriturado	7.060.000,00	7.060.000,00
112,113,114,115,119,85,	III. Reservas	1.710.486,25	1.102.350,65
129,6,7	VII. Resultado del ejercicio	-358.785,05	608.135,60
	B) PASIVO NO CORRIENTE	12.672.799,88	3.626.842,00
	II. Deudas a largo plazo	12.672.799,88	3.626.842,00
1605,170	1. Deudas con entidades de crédito	371.899,88	1.201.842,00
1615,1635,171,172,173,	3. Otras deudas a largo plazo	12.300.900,00	2.425.000,00
	C) PASIVO CORRIENTE	4.490.508,10	6.097.880,36
	III. Deudas a corto plazo	0,00	776.652,59
5105,520,527	1. Deudas con entidades de crédito	0,00	50.000,00
(1034),(1044),(190),(192	3. Otras deudas a corto plazo	0,00	726.652,59
	V. Acreedores comerciales y otras cuentas a pagar	4.490.508,10	5.321.227,77
400,401,403,404,405,(40	1. Proveedores	0,00	736,60
41,438,465,466,475,476,	2. Otros acreedores	4.490.508,10	5.320.491,17
	TOTAL PATRIMONIO NETO Y PASIVO (A+B+C)	25.575.009,18	18.495.208,61

Pérdidas y Ganancias Abreviada
Desde Fecha : 01/01/2023 Hasta Fecha : 31/12/2023

Cuentas	Descripción	31/12/2023	31/12/2022
	CUENTA DE PERDIDAS Y GANANCIAS ABREVIADA		
700,701,702,703,704,70	1. Importe neto de la cifra de negocios	4.146.810,86	5.695.000,00
(600),(601),(602),606,(60	4. Aprovisionamientos	-825.868,25	-3.422.940,19
(62),(631),(634),636,639,	7. Otros gastos de explotación	-2.132.045,99	-1.121.460,81
(68)	8. Amortización del Inmovilizado	-12.377,67	-11.155,16
(670),(671),(672),(690),(	11. Deterioro y resultado por enajenaciones del inmovil	0,00	35.000,00
	A) RESULTADO DE EXPLOTACIÓN (1+2+3+4+5+6+7)	1.176.518,95	1.174.443,84
760,761,762,767,769	12. Ingresos financieros	0,00	58.471,45
(660),(661),(662),(664),(	13. Gastos financieros	-1.192.750,00	-408.333,33
(663),763	14. Variación de valor razonable en instrumentos finan	-342.554,00	0,00
	B) RESULTADO FINANCIERO (12+13+14+15+16)	-1.535.304,00	-349.861,88
	C) RESULTADO ANTES DE IMPUESTOS (A+B)	-358.785,05	824.581,96
(6300),6301,(633),638	17. Impuestos sobre beneficios	0,00	-216.446,36
	D) RESULTADO DEL EJERCICIO (C+17)	-358.785,05	608.135,60

1. ACTIVIDAD DE LA EMPRESA

La empresa se constituyó el 11/10/2016, ante la notario Doña Isabel Estapé Tous, no habiendo modificado su denominación social desde entonces. Su domicilio social se encuentra situado en la calle Edgar Neville 17 2ªA Madrid 28020 (Madrid).

La duración de la sociedad es indefinida, siendo su principal actividad la asociada al epígrafe del C.N.A.E 7022 "Otras actividades de consultoría de gestión empresarial".

Su C.I.F. es: B87662136 estando inscrita en el Registro Mercantil de MADRID, en el Tomo 35098, Folio 131, Hoja M631217.

El ejercicio económico de la empresa corresponde al período comprendido entre las fechas 01/01/2023 y 31/12/2023.

La empresa posee la forma jurídica de Sociedad Limitada.

Toda la memoria ha sido formulada en Euros.

2. BASES DE PRESENTACIÓN DE LAS CUENTAS ANUALES

2.1. Imagen fiel

- a) Las cuentas anuales reflejan la imagen fiel del patrimonio, de la situación financiera y de los resultados de la empresa y se presentan de acuerdo con la legislación mercantil vigente y con las normas establecidas en el Plan General de Contabilidad de Pequeñas y Medianas Empresas.
- b) No existen razones excepcionales por las que la empresa haya incumplido alguna disposición legal en materia contable para mostrar la imagen fiel.
- c) No es necesario incluir informaciones complementarias en la memoria, puesto que la aplicación de las disposiciones legales, es suficiente para mostrar la imagen fiel.

2.2. Principios contables no obligatorios aplicados:

Durante el ejercicio social solo se han aplicado aquellos principios contables que son obligatorios según el art.38 del Código de Comercio y el Plan General de Contabilidad de Pequeñas y Medianas Empresas, esto es, Empresa en funcionamiento, Devengo, Uniformidad, Prudencia, No compensación e Importancia relativa.

2.3. Aspectos críticos de la valoración y estimación de la incertidumbre

En la elaboración de las cuentas anuales se han utilizado estimaciones, como la vida útil de los activos materiales e intangibles, para valorar dichos activos.

A su vez, se han realizado estimaciones del valor razonable, valor en uso y valor actual de los instrumentos financieros.

A pesar de que estas estimaciones se han realizado en función de la mejor información disponible en la fecha de formulación de estas cuentas anuales sobre los hechos analizados, es posible que acontecimientos que puedan tener lugar en el futuro obliguen a modificarlas en próximos ejercicios; lo que se haría de forma prospectiva, reconociendo los efectos del cambio de estimaciones en las correspondientes cuentas anuales futuras.

2.4.Comparación de la información:

De acuerdo con la legislación mercantil se presenta, a efectos comparativos, con cada una de las partidas del balance, de la cuenta de pérdidas y ganancias, del estado de cambios en el patrimonio neto y de la memoria, además de las cifras del ejercicio actual, las correspondientes al ejercicio anterior.

a) No ha habido razón alguna que justifique la modificación de la estructura del balance, de la cuenta de pérdidas y ganancias y del estado de cambios en el patrimonio neto, según se prevé en el artículo 35.8 del Código de Comercio y en la parte tercera del Plan General de Contabilidad de Pymes.

b) No existen causas que impidan la comparación de las cuentas anuales del ejercicio con las del precedente.

2.5.Elementos recogidos en varias partidas

No existen elementos patrimoniales que estén registrados en dos o más partidas del balance.

2.6.Cambios en criterios contables

En el ejercicio no se han efectuado ajustes por cambios en criterios contables.

2.7.Corrección de errores

En el ejercicio, no se han efectuado ajustes por corrección de errores.

3. NORMAS DE REGISTRO Y VALORACIÓN

Los criterios contables aplicados en relación con las diferentes partidas, son los siguientes:

3.1.Inmovilizado intangible:

Los diferentes inmovilizados intangibles se reconocen como tales por cumplir con la definición de activo y los criterios de registro o reconocimiento contable contenidos en el Marco Conceptual de la Contabilidad. Además, cumplen con el criterio de identificabilidad, puesto que son elementos separables que surgen de derechos legales o contractuales, con independencia de que tales derechos sean transferibles o separables.

Los inmovilizados intangibles, se valoran por su coste, ya sea éste el precio de adquisición o el coste de producción, sin perjuicio de lo indicado en las normas particulares sobre este tipo de inmovilizados.

Los impuestos indirectos que gravan los elementos del inmovilizado intangible, sólo se incluye en el precio de adquisición o coste de producción cuando no son recuperables directamente de la Hacienda Pública.

Las amortizaciones se establecen de manera sistemática y racional en función de la vida útil de los inmovilizados intangibles y de su valor residual, atendiendo a la depreciación que normalmente han sufrido por su funcionamiento, uso y disfrute, sin perjuicio de considerar también la obsolescencia técnica o comercial que pudiera afectarlos.

Cuando se producen correcciones valorativas, se ajustan las amortizaciones de los ejercicios siguientes del inmovilizado deteriorado, teniendo en cuenta el nuevo valor contable.

Se produce una pérdida por deterioro del valor de un elemento del inmovilizado intangible cuando su valor contable supera a su importe recuperable.

En los balances de la empresa, no han existido inmovilizados intangibles con vida útil indefinida.

3.2. Inmovilizado material

Los inmovilizados materiales, se valoran por su coste, ya sea el precio de adquisición o el coste de producción, sin perjuicio de lo indicado en las normas particulares sobre este tipo de inmovilizados.

Los impuestos indirectos que gravan los elementos del inmovilizado material, sólo se incluyen en el precio de adquisición o coste de producción cuando no son recuperables directamente de la Hacienda Pública.

También se incluye como parte del valor de los inmovilizados materiales, la estimación inicial del valor actual de las obligaciones asumidas derivadas del desmantelamiento o retiro y otras asociadas, tales como los costes de rehabilitación, siempre que estas obligaciones hayan dado lugar al registro de provisiones.

En aquellos inmovilizados materiales que necesiten un periodo superior a un año para estar en condiciones de uso, se incluye en el precio de adquisición o coste de producción los gastos financieros que se devenguen antes de la puesta en condiciones de funcionamiento y que son girados por el proveedor o corresponden a algún tipo de financiación ajena atribuible a la adquisición, fabricación o construcción del activo.

Las amortizaciones se establecen de manera sistemática y racional en función de la vida útil de los inmovilizados materiales y de su valor residual, atendiendo a la depreciación que normalmente sufren por su funcionamiento, uso y disfrute, sin perjuicio de considerar también la obsolescencia técnica o comercial que pudiera afectarlos.

Cuando se producen correcciones valorativas, se ajustan las amortizaciones de los ejercicios siguientes del inmovilizado deteriorado, teniendo en cuenta el nuevo valor contable.

Se produce una pérdida por deterioro del valor de un elemento del inmovilizado material cuando su valor contable supera a su importe recuperable. La corrección valorativa por deterioro, así como su reversión se reconoce como un gasto o ingreso, respectivamente, en la cuenta de pérdidas y ganancias. La reversión del deterioro tiene como límite el valor contable del inmovilizado que estaría reconocido en la fecha de reversión si no se hubiese registrado el deterioro del valor.

Los costes de renovación, ampliación o mejora de los bienes del inmovilizado material son incorporados al activo como mayor valor del bien en la medida en que suponen un aumento de la capacidad, productividad o alargamiento de su vida útil, dándose de baja el valor contable de los elementos que se han sustituido.

En la determinación del importe del inmovilizado material, se tiene en cuenta la incidencia de los costes relacionados con grandes reparaciones. El importe equivalente a estos costes se amortiza de forma distinta a la del resto del elemento durante el período que medie hasta la gran reparación. Al realizar una gran reparación, su coste se reconoce en el valor contable del inmovilizado como una sustitución, siempre y cuando se hayan cumplido las condiciones para su reconocimiento.

La contabilización de los contratos de arrendamiento financiero recibidos, se registran con un activo de acuerdo con su naturaleza, según se trate de un elemento del inmovilizado material o del intangible, y un pasivo financiero por el mismo importe, que es el menor entre el valor razonable del activo arrendado y el valor actual al inicio del

arrendamiento de los pagos mínimos acordados. La carga financiera total se distribuye a lo largo del plazo del arrendamiento y se imputa a la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio en que se devenga, aplicando el método del tipo de interés efectivo.

3.3. Inversiones inmobiliarias

Los terrenos y construcciones, se califican como inversiones inmobiliarias, según se posean para la obtención de rentas y plusvalías, y no para su uso en la producción o suministro de bienes y servicios, fines administrativos o para su venta en el curso ordinario de las operaciones.

Las inversiones inmobiliarias, se valoran por su coste, ya sea éste el precio de adquisición o el coste de producción, sin perjuicio de lo indicado en las normas particulares sobre este tipo de inmovilizados.

Los impuestos indirectos que gravan los elementos de las inversiones inmobiliarias, sólo se incluyen en el precio de adquisición o coste de producción cuando no son recuperables directamente de la Hacienda Pública.

También se incluye como parte del valor de las inversiones inmobiliarias materiales, la estimación inicial del valor actual de las obligaciones asumidas derivadas del desmantelamiento o retiro y otras asociadas, tales como los costes de rehabilitación, siempre que estas obligaciones hayan dado lugar al registro de provisiones.

En aquellas inversiones inmobiliarias que necesitan un periodo superior a un año para estar en condiciones de uso, se incluye en el precio de adquisición o coste de producción los gastos financieros que se devengan antes de la puesta en condiciones de funcionamiento y que son girados por el proveedor o corresponden a algún tipo de financiación ajena atribuible a la adquisición, fabricación o construcción del activo.

Las amortizaciones se establecen de manera sistemática y racional en función de la vida útil de las inversiones inmobiliarias y de su valor residual, atendiendo a la depreciación que normalmente sufren por su funcionamiento, uso y disfrute, sin perjuicio de considerar también la obsolescencia técnica o comercial que pudiera afectarlos. Cuando se producen correcciones valorativas, se ajustan las amortizaciones de los ejercicios siguientes del inmovilizado deteriorado, teniendo en cuenta el nuevo valor contable.

Se produce una pérdida por deterioro del valor de un elemento inversión inmobiliaria cuando su valor contable supera a su importe recuperable. La corrección valorativa por deterioro, así como su reversión se reconocen como un gasto o ingreso, respectivamente, en la cuenta de pérdidas y ganancias. La reversión del deterioro tiene como límite el valor contable del inmovilizado que estaría reconocido en la fecha de reversión si no se hubiese registrado el deterioro del valor.

Los costes de renovación, ampliación o mejora de los bienes que forman parte de las inversiones inmobiliarias, se incorporan al activo como mayor valor del bien en la medida en que suponen un aumento de la capacidad, productividad o alargamiento de su vida útil, dándose de baja el valor contable de los elementos que se han sustituido.

En la determinación del importe de las inversiones inmobiliarias, se tiene en cuenta la incidencia de los costes relacionados con grandes reparaciones. El importe equivalente a estos costes se amortiza de forma distinta a la del resto del elemento durante el período que medie hasta la gran reparación. Al realizar una gran reparación, su coste se reconoce en el valor contable del inmovilizado como una sustitución, siempre y cuando se hayan cumplido las condiciones para su reconocimiento.

La contabilización de los contratos de arrendamiento financiero recibidos, se registra como un activo de acuerdo con su naturaleza, según se trate de un elemento del inmovilizado material, inversión inmobiliaria o del inmovilizado intangible, y un pasivo financiero por el

mismo importe, que es el menor entre el valor razonable del activo arrendado y el valor actual al inicio del arrendamiento de los pagos mínimos acordados. La carga financiera total se distribuye a lo largo del plazo del arrendamiento y se imputa a la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio en que se devenga, aplicando el método del

tipo de interés efectivo.

3.4. Permutas

Durante el ejercicio no se ha producido ninguna permuta de carácter comercial ni no comercial.

3.5. Activos financieros y pasivos financieros

- a) Se consideran financieros, aquellos activos consistentes en dinero en efectivo, instrumentos de patrimonio de otras empresas o derechos contractuales a recibir efectivo u otro activo financiero. También se han incluido los derechos contractuales a intercambiar activos o pasivos financieros con terceros en condiciones potencialmente favorables.

Los activos financieros, a efectos de su valoración, se clasifican en las siguientes categorías:

- Activos financieros a coste amortizado: esta categoría de activos financieros incluye por un lado, créditos por operaciones comerciales, originados en la venta de bienes y la prestación de servicios por operaciones de tráfico de la empresa, y por otro lado, otros activos financieros que, no siendo instrumentos de patrimonio ni derivados, no tienen origen comercial y sus cobros son de cuantía determinada o determinable. Los activos financieros incluidos en esta categoría se valoran inicialmente por el coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación entregada más los costes de transacción.

- Activos financieros mantenidos para negociar: La sociedad, incluye en este apartado, a los activos financieros que se originan o se adquieren con el propósito de venderlos a corto plazo; o a los activos financieros que formen parte de una cartera de instrumentos financieros con el fin de obtener ganancias a corto plazo. También se incluyen a los instrumentos financieros derivados sin contrato de garantía financiera y sin designación como instrumento de cobertura. Estos activos financieros se valoran por su coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación entregada.

- Activos financieros a coste: En esta categoría, se incluyen las inversiones en el patrimonio de empresas del grupo, multigrupo y asociadas, así como otros instrumentos de patrimonio no incluidos en la categoría de "Activos financieros mantenidos para negociar". Estos activos financieros se valoran inicialmente al coste, esto es, el valor razonable de la contraprestación entregada más los costes de transacción que le sean directamente atribuibles.

Se clasifican como financieros, aquellos pasivos que suponen para la empresa una obligación contractual, directa o indirecta, de entregar efectivo u otro activo financiero, o de intercambiar activos o pasivos financieros con terceros en condiciones potencialmente desfavorables, o que otorgue al tenedor el derecho a exigir al emisor su rescate en una fecha y por un importe determinado.

Los pasivos financieros, a efectos de su valoración, se clasifican en las siguientes categorías:

- Pasivos financieros a coste amortizado: Se incluyen como tales, los débitos por operaciones comerciales, que se originan en la compra de bienes y servicios por operaciones de tráfico de la empresa, y los débitos por operaciones no comerciales, que no siendo instrumentos derivados, no tienen origen comercial.

Estos pasivos financieros se valoran inicialmente por su coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación recibida ajustado por los costes de transacción que les son directamente atribuibles.

-Pasivos financieros mantenidos para negociar: La empresa incluye en este apartado a los instrumentos financieros derivados, siempre que no sean contratos de garantía financiera, ni hayan sido designados como instrumentos de cobertura. Estos pasivos financieros se valoran inicialmente por su coste, que equivale al valor razonable de la contraprestación recibida ajustado por los costes de transacción que les son directamente atribuibles.

- b) Los criterios aplicados para determinar la existencia de un deterioro, son distintos en función de la categoría de cada activo financiero:

- Activos financieros a coste amortizado: Al menos al cierre del ejercicio, se comprueba la existencia de alguna evidencia objetiva, de que el valor de un activo financiero o de un grupo de activos financieros con similares características de riesgo, se ha deteriorado como resultado de uno o más eventos que hayan ocurrido después de su reconocimiento inicial y que hayan ocasionado un reducción en los flujos de efectivo estimados futuros. La pérdida por deterioro del valor de estos activos financieros es la diferencia entre el valor en libros y el valor actual de los flujos de efectivo futuros que se estiman van a generar. En su caso, se sustituye el valor actual de los flujos de efectivo por el valor de cotización del activo, siempre que éste sea suficientemente fiable. Las correcciones valorativas por deterioro, así como su reversión, se reconocen como un gasto o un ingreso, en la cuenta de pérdidas y ganancias.

- Activos financieros mantenidos para negociar: Posteriormente a su valoración inicial, este tipo de activos, se valoran por su valor razonable, sin deducir los costes de transacción en que se pudiera incurrir en su enajenación. Los cambios que se producen en el valor razonable, se imputan en la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio.

- Activos financieros a coste: Al menos al cierre del ejercicio, se comprueba la existencia de alguna evidencia objetiva, de que el valor en libros de alguna inversión no es recuperable. El importe de la corrección valorativa es la diferencia entre el valor en libros y el importe recuperable. Las correcciones valorativas por deterioro y su reversión, se registran como un gasto o ingreso en la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio.

- c) La empresa ha dado de baja a los activos financieros, o parte de los mismos, cuando han finalizado o se han cedido los derechos contractuales, siempre y cuando el cedente se haya desprendido de los riesgos y beneficios inherentes a la propiedad del activo. En las operaciones de cesión en las que no ha procedido dar de baja el activo financiero, se ha registrado adicionalmente un pasivo financiero derivado de los importes recibidos.

En lo que se refiere a los pasivos financieros, la empresa los ha dado de baja cuando la obligación se ha extinguido. También ha dado de baja los pasivos financieros propios que ha adquirido, aunque sea con la intención de recolocarlos en el futuro. La diferencia entre el valor en libros del pasivo financiero, y la contraprestación pagada, incluidos los costes de transacción atribuibles, se ha reconocido en la cuenta de pérdidas y ganancias del ejercicio en que ha tenido lugar.

- d) Inversiones en empresas de grupo, multigrupo y asociadas:

No se han realizado inversiones en empresas de grupo, multigrupo o asociadas.

- e) Los intereses y dividendos de activos financieros devengados con posterioridad al momento de la adquisición se reconocen como ingresos en la cuenta de pérdidas y ganancias. Los intereses se reconocen utilizando el método del tipo

de interés efectivo y los dividendos cuando se declara el derecho del socio a recibirlo.

3.6. Valores de capital propio en poder de la empresa

No se han contabilizado instrumentos de patrimonio propio durante el ejercicio.

3.7. Existencias

La Compañía no posee existencias en su balance al cierre del ejercicio.

3.8. Transacciones en moneda extranjera

No existen transacciones en moneda extranjera.

3.9. Impuestos sobre beneficios

El gasto por impuesto sobre beneficios representa la suma del gasto por impuesto sobre beneficios del ejercicio así como por el efecto de las variaciones de los activos y pasivos por impuestos anticipados, diferidos y créditos fiscales.

El gasto por impuesto sobre beneficios del ejercicio se calcula mediante la suma del impuesto corriente que resulta de la aplicación del tipo de gravamen sobre la base imponible del ejercicio, tras aplicar las deducciones que fiscalmente son admisibles, más la variación de los activos y pasivos por impuestos anticipados / diferidos y créditos fiscales, tanto por bases imponibles negativas como por deducciones.

En general, se reconoce un pasivo por impuesto diferido por todas las diferencias temporarias imponibles, a menos que estas hayan surgido del reconocimiento inicial de un fondo de comercio, del reconocimiento inicial de un activo o pasivo en una transacción que no es una combinación de negocios y además no afecte ni al resultado contable ni a la base imponible del impuesto o de las inversiones en empresas dependientes, asociadas y negocios conjuntos siempre y cuando la inversora ha podido controlar el momento de la reversión de la diferencia y además, haya sido probable que tal diferencia no revierta en un futuro previsible.

Los activos por impuesto diferido, de acuerdo con el principio de prudencia, se reconocen como tales en la medida en que resulta probable que la empresa disponga de ganancias fiscales futuras que permitan la aplicación de estos activos. Si se cumple la condición anterior, en términos generales se considera un activo por impuesto diferido cuando: existan diferencias temporarias deducibles, derechos a compensar en ejercicios posteriores, las pérdidas fiscales, y deducciones y otras ventajas fiscales no utilizadas que quedan pendientes de aplicar fiscalmente.

Los activos y pasivos por impuesto diferido se valoran según los tipos de gravamen esperados en el momento de su reversión, según la normativa que está vigente o aprobada y pendiente de publicación en la fecha de cierre del ejercicio, y de acuerdo con la forma en que racionalmente se previene recuperar o pagar el activo o el pasivo.

3.10. Ingresos y gastos

Los ingresos y gastos se imputan en función del principio del devengo, es decir, cuando se produce la corriente real de los bienes y servicios que los mismos representan, con independencia del momento que se produzca la corriente monetaria o financiera derivada de ellos. Concretamente, los ingresos se calculan al valor razonable de la contraprestación a recibir y representan los importes a cobrar por los bienes entregados y los servicios prestados en el marco ordinario de la actividad, deducidos los descuentos e impuestos.

Los ingresos se encuentran valorados por el importe realmente percibido y los gastos por el coste de adquisición, habiéndose contabilizado según el criterio de devengo.

Los ingresos por prestación de servicios se reconocen cuando el resultado de la transacción pueda ser estimado con fiabilidad, considerando para ello el porcentaje de realización del servicio en la fecha de cierre del ejercicio.

En consecuencia sólo se contabilizarán los ingresos procedentes de prestación de servicios cuando se cumplan todas y cada una de las siguientes condiciones:

- f) El importe de los ingresos puede valorarse con fiabilidad.
- g) Es probable que la empresa reciba los beneficios o rendimientos económicos derivados de la transacción.
- h) El grado de realización de la transacción, en la fecha de cierre del ejercicio, puede ser valorado con fiabilidad.
- i) Los costes ya incurridos en la prestación, así como los que quedan por incurrir hasta completarla, pueden ser valorados con fiabilidad.

La empresa revisará y, si es necesario, modificará las estimaciones del ingreso por recibir, a medida que el servicio se va prestando. La necesidad de tales revisiones no indica, necesariamente, que el desenlace o resultado de la operación de prestación de servicios no pueda ser estimado con fiabilidad.

3.11. Provisiones y contingencias

La empresa reconoce como provisiones los pasivos que, cumpliendo la definición y los criterios de registro contable contenidos en el marco conceptual de la contabilidad, resultan indeterminados respecto a su importe o a la fecha en que se cancelarán. Las provisiones pueden venir determinadas por una disposición legal, contractual o por una obligación implícita o tácita.

Las provisiones se valoran en la fecha de cierre del ejercicio por el valor actual de la mejor estimación posible del importe necesario para cancelar o transferir a un tercero la obligación, registrándose los ajustes que hayan surgido por la actualización de la provisión como un gasto financiero conforme se vayan devengando.

Cuando se trate de provisiones con vencimiento inferior o igual a un año, y el efecto financiero no sea significativo, no será necesario llevar a cabo ningún tipo de descuento.

3.12. Subvenciones, donaciones y legados

Las subvenciones, donaciones y legados no reintegrables, se contabilizan inicialmente, como ingresos directamente imputados al patrimonio neto y se reconocerán en la cuenta de pérdidas y ganancias como ingresos sobre una base sistemática y racional de forma correlacionada con los gastos derivados de la subvención, donación o legado, esto es, atendiendo a su finalidad.

Las subvenciones, donaciones y legados de carácter monetario, se valoran por el valor razonable del importe concedido, y las de carácter no monetario, por el valor razonable del bien recibido.

A efectos de imputación en la cuenta de pérdidas y ganancias, se distinguen los siguientes tipos de subvenciones, donaciones y legados:

- Cuando se conceden para asegurar una rentabilidad mínima o compensar los déficits de explotación, se imputan como ingresos del ejercicio en el que se conceden, salvo que se refieran a ejercicios futuros.
- Cuando se conceden para financiar gastos específicos, se imputan como gastos en el mismo ejercicio en que se devengan los gastos.
- Cuando se conceden para adquirir activos o cancelar pasivos, se imputan como ingresos del ejercicio en la medida en que se produce la enajenación o en proporción a la dotación a la amortización efectuada.

- Finalmente, cuando se reciben importes monetarios sin asignación a una finalidad específica, se imputan como ingresos del ejercicio en que se reconozca.

3.13. Negocios conjuntos

No existe ninguna actividad económica controlada conjuntamente con otra persona física o jurídica.

3.14. Criterios empleados en transacciones entre partes vinculadas

No existen transacciones entre partes vinculadas

4. INMOVILIZADO MATERIAL, INTANGIBLE E INVERSIONES INMOBILIARIAS

4.1. Estado de movimientos del inmovilizado material, intangible e inversiones inmobiliarias.

Los movimientos durante el ejercicio de cada uno de estos epígrafes y de sus correspondientes amortizaciones acumuladas y correcciones valorativas por deterioro de valor acumuladas, se resumen en la siguiente tabla:

Estado de movimientos del inmovilizado material, intangible e inversiones inmobiliarias del ejercicio 2023	Inmovilizado intangible	Inmovilizado material	Inversiones inmobiliarias
A) SALDO INICIAL BRUTO, EJERCICIO 2023	0,00	88.031,74	0,00
(+) Entradas	0,00	728,70	0,00
(+) Correcciones de valor por actualización			
(-) Salidas	0,00	0,00	0,00
B) SALDO FINAL BRUTO, EJERCICIO 2023	0,00	88.760,44	0,00
C) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO INICIAL EJERCICIO 2023	0,00	-45.853,42	0,00
(+) Dotación a la amortización del ejercicio	0,00	12.377,67	0,00
(+) Aumentos por adquisiciones o traspasos			
(+) Aumento de la amortización acumulada por efecto de la actualización			
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos	0,00	0,00	0,00
D) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO FINAL EJERCICIO 2023	0,00	-58.231,09	0,00
E) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO INICIAL EJERCICIO 2023	0,00	0,00	0,00
(+) Correcciones valorativas por deterioro reconocidas en el período	0,00	0,00	0,00
(-) Reversión de correcciones valorativas por deterioro	0,00	0,00	0,00
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos			
F) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO FINAL EJERCICIO 2023	0,00	0,00	0,00

Estado de movimientos del inmovilizado material, intangible e inversiones inmobiliarias del ejercicio 2022	Inmovilizado intangible	Inmovilizado material	Inversiones inmobiliarias
A) SALDO INICIAL BRUTO, EJERCICIO 2022	0,00	64.822,28	0,00
(+) Entradas	0,00	23.209,46	0,00
(+) Correcciones de valor por actualización			
(-) Salidas	0,00	0,00	0,00
B) SALDO FINAL BRUTO, EJERCICIO 2022	0,00	88.031,74	0,00
C) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO INICIAL EJERCICIO 2022	0,00	-34.698,26	0,00
(+) Dotación a la amortización del ejercicio	0,00	11.760,93	0,00
(+) Aumentos por adquisiciones o traspasos			
(+) Aumento de la amortización acumulada por efecto de la actualización			
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos	0,00	605,77	0,00
D) AMORTIZACIÓN ACUMULADA, SALDO FINAL EJERCICIO 2022	0,00	-45.853,42	0,00
E) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO INICIAL EJERCICIO 2022	0,00	0,00	0,00
(+) Correcciones valorativas por deterioro reconocidas en el período	0,00	0,00	0,00
(-) Reversión de correcciones valorativas por deterioro	0,00	0,00	0,00
(-) Disminuciones por salidas, bajas o traspasos			
F) CORRECCIONES DE VALOR POR DETERIORO, SALDO FINAL EJERCICIO 2022	0,00	0,00	0,00

La sociedad no posee inmovilizados intangibles con vida útil indefinida.

La sociedad no posee inversiones inmobiliarias al cierre del ejercicio en el balance.

4.2 Arrendamientos financieros y otras operaciones de naturaleza similar sobre activos no corrientes.

La compañía no tiene contratos de arrendamiento financiero y/o operaciones de naturaleza similar sobre activos no corrientes.

5. ACTIVOS FINANCIEROS.

5.1. Activos financieros a largo plazo, salvo inversiones en el patrimonio de empresas del grupo, multigrupo y asociadas.

		CLASES							
		Instrumentos de patrimonio		Valores representativos de deuda		Créditos, derivados y otros		TOTAL	
		2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
CATEGORÍAS	Activos financieros mantenidos para negociar	12.909.376,51	10.966.733,51	0,00	0,00	0,00	0,00	12.909.376,51	10.966.733,51
	Activos financieros a coste amortizado	0,00	0,00	0,00	0,00	1.234.758,15	1.095.858,15	1.234.758,15	1.095.858,15
	Activos financieros a coste	-1.022.515,54	-2.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1.022.515,54	-2.000.000,00
	TOTAL	11.886.860,97	8.966.733,51	0,00	0,00	1.114.758,15	1.115.858,15	13.121.619,12	10.082.591,66

La compañía ha procedido a dotar una provisión por deterioro de la cartera de inversión, siendo ésta de carácter irreversible, por importe de 342.554 euros correspondiente a la pérdida total de la inversión que la compañía tenía de la sociedad Delicias Capital SGEIC, S.A. A fecha del cierre, la inversión en la compañía mencionada es de cero euros. La pérdida contable originada por la corrección valorativa aplicada es plenamente deducible fiscalmente.

Correcciones por deterioro del valor originadas por el riesgo de crédito

La Compañía no ha procedido a realizar correcciones valorativas por deterioro con origen en el riesgo de crédito de sus activos.

5.2. Empresas del grupo, multigrupo y asociadas

La empresa S.L no pertenece como filial a ningún grupo mercantil.

6. PASIVOS FINANCIEROS

a) Información sobre el vencimiento de las deudas al cierre del ejercicio 2023.

	Vencimiento en años						TOTAL
	Uno	Dos	Tres	Cuatro	Cinco	Más de 5	
Deudas con entidades de crédito	0,00	-371.899,88					
Acreedores por arrendamiento financiero	0,00	0,00					
Otras deudas	3.443.802,36	-12.300.900,00					
Deudas con emp. grupo y asociadas	0,00	0,00					
Acreedores comerciales no corrientes							
Acreedores comerciales y otras cuentas a pagar:	-4.490.508,10						
Proveedores	0,00						
Otros acreedores	-4.490.508,10						
Deuda con características especiales							
TOTAL	-1.046.705,74	-12.672.799,88					

b) No existen deudas con garantía real

c) No existen impagos sobre los préstamos pendientes de pago ni en el ejercicio actual ni en el anterior.

7. FONDOS PROPIOS

Todas las participaciones sociales son de carácter ordinario no ostentando privilegios de carácter especial. La cifra de capital social a 31 de diciembre de 2023 es de 7.060.000 euros constando de 706.000 participaciones de 10 euros de valor nominal cada una de ellas.

8. SITUACIÓN FISCAL

Debido al hecho de que determinadas operaciones tienen diferente consideración al efecto de la tributación del impuesto sobre sociedades y la elaboración de estas cuentas anuales, la base imponible del ejercicio difiere del resultado contable.

El cálculo del impuesto sobre sociedades del ejercicio 2023 recoge las estimaciones efectuadas por la Dirección de la Sociedad. La conciliación entre el resultado contable y la base imponible del impuesto sobre sociedades es la que se muestra continuación, expresada en euros:

<u>Concepto</u>	IMPORTE	
	2023	2022
Resultado contable del ejercicio:	-358.785,05	608.135,60
(+/-) Diferencias permanentes:	0,00	288.282,04
Resultado contable ajustado:	-358.785,05	896.417,64
(+/-) Diferencias temporales:	0	0
Base Imponible previa Reducción art 25 y compensación de bases impositivas negativas	0	0
(-) Reducción Reserva de Capitalización	0,00	-30.632,23
Base Imponible previo (resultado fiscal):	-358.785,05	865.785,41
(-) Compensación bases impositivas negativas ejercicios anteriores	0	0
Base Imponible (resultado fiscal):	-358.785,05	865.785,41
Cuota Integra:	0,00	-216.446,26
(-) Deducciones:	0	0
Gasto devengado / Cuota líquida:	0,00	216.446,26
(-) Retenciones / Pagos a cuenta	-74.456,25	-74.464,44
Líquido a pagar:	-74.456,25	141.981,82

La distribución del resultado del ejercicio es como sigue:

<u>Base de reparto</u>	IMPORTE	
	2023	2022
Saldo Pérdidas y Ganancias	-358.785,05	608.135,60
Remanente:		
Total Reservas		
Total:	-358.785,05	608.135,60
 <u>Distribución</u>		
Reserva de Capitalización	0,00	30.632,23
Reserva Legal	0,00	60.813,56
Reservas Voluntarias	0,00	516.689,81
Total Reservas:	0	0
Total Distribuido:	0	608.135,60

La compañía ha tenido un resultado negativo a diferencia de la trayectoria de los últimos ejercicios consecuencia de dos factores que no se habían producido en periodos precedentes y que determinan claramente la obtención de pérdidas:

- Por un lado, la pérdida contable generada por el deterioro de valor de la inversión en la compañía Delicias Capital SGEIC, S.A que se cuantifica en 342.554 euros y que es deducible fiscalmente en el ejercicio.
- La financiación extraordinaria obtenida de la financiera Mago en el ejercicio generó unos gastos financieros por importe de 1.192.750 euros que incrementó sensiblemente la carga financiera respecto a ejercicios precedentes.

Con independencia de los dos factores anteriores, la compañía viene desarrollado su actividad ordinaria como en los ejercicios precedentes por lo que espera compensar las bases imponibles negativas generadas en el ejercicio en el próximo ejercicio, no habiendo dotado ningún crédito fiscal atendiendo al principio de prudencia.

A continuación, se desglosan las bases imponibles que la compañía tiene registradas a nivel fiscal:

Año origen bases imponibles negativas	Pendiente de aplicación a principio del ejercicio	Aplicaciones en el ejercicio de presentación	Pendiente de aplicación en ejercicios futuros
2023	0	0	358.785,05

a) Deducción por inversión de beneficios

El beneficio acogido a la deducción por inversión de beneficios y el detalle de las inversiones realizadas ha sido de cero euros en el ejercicio.

Importe de la inversión	Importe de la deducción
0,00	0,00

9. INGRESOS Y GASTOS DEL EJERCICIO

El detalle de la cuenta de pérdidas y ganancias es el siguiente:

Detalle Ingresos (Euros)	2023	2022
Ingresos por prestaciones de servicios	4.146.810,86	5.695.000,00
Rdo. Enajenación Inmovilizado	0,00	35.000,00
Ingresos financieros	0,00	58.471,45
Detalle Gastos (Euros)	2023	2022
Aprovisionamientos	825.868,25	3.422.940,19
Otros gastos de explotación	2.132.045,99	1.121.460,81
Amortizaciones	12.377,67	11.155,16
Gastos financieros	1.192.750,00	408.333,33
Variación valor razonable inst. financieros	342.554,00	

La compañía ha incurrido en unos gastos financieros de 1.192.750 euros correspondientes a la financiación de MAGO

La variación del valor razonable de instrumentos financieros por importe de 342.554 euros se corresponde a la provisión por deterioro irreversible dotada en el ejercicio por la pérdida de la inversión mantenida en la sociedad Delicias Capital SGEIC, S.A que ya fue explicada en la Nota 5 de la Memoria.

10. OPERACIONES CON PARTES VINCULADAS

1. No existen operaciones con partes vinculadas.
2. No hay remuneraciones a los miembros de la Dirección ni al órgano de Administración.
3. Participación de los administradores en capital de otras sociedades:

En cumplimiento de la obligación establecida en el art. 229.2 del Texto Refundido de la Ley de Sociedades de Capital, se hace constar que los miembros del Consejo de Administración han comunicado a la Sociedad su participación o desempeño de cargos en distintas sociedades, según se recoge a continuación:

11. OTRA INFORMACIÓN

1. Al no existir trabajadores en plantilla no se detalla la plantilla media de trabajadores, agrupados por categorías:
2. La empresa no tiene acuerdos que no figuren en el balance.

12 INFORMACIÓN SOBRE MEDIO AMBIENTE Y DERECHOS DE EMISIÓN DE GASES DE EFECTO INVERNADERO

1. Información sobre medio ambiente

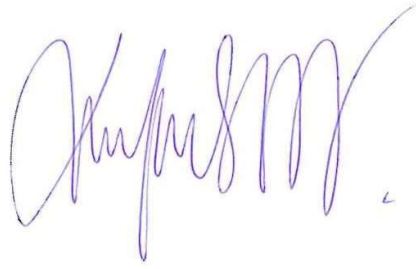
Los abajo firmantes, como Administradores de la Sociedad citada, manifiestan que en la contabilidad correspondiente a las presentes cuentas anuales **NO** existe ninguna partida de naturaleza medioambiental que deba ser incluida en la Memoria de acuerdo a las indicaciones de la tercera parte del Plan General de Contabilidad de Pymes (Real Decreto 1515/2007, de 16 de Noviembre).

2. Derechos de emisión de gases de efecto invernadero

Durante el ejercicio actual y ejercicio anterior, no se ha producido ningún movimiento en la partida de derechos de emisión de gases de efecto invernadero.

13 INFORMACIÓN SOBRE LOS APLAZAMIENTOS DE PAGO EFECTUADOS A PROVEEDORES. DISPOSICIÓN ADICIONAL TERCERA. «DEBER DE INFORMACIÓN» DE LA LEY 15/2010, DE 5 DE JULIO

De acuerdo con lo establecido en el artículo 6 de la Resolución de 29 de enero de 2016, del Instituto de Contabilidad y Auditoría de Cuentas, sobre la información a incorporar en la memoria de las cuentas anuales en relación con el período medio de pago a proveedores en operaciones comerciales contemplado en la disposición adicional ha sido de 62 días.



Luis Felipe Suárez-Olea del Arco
Administrador Único

SCORING DE RISQUE RELATIF A LA CAMPAGNE SOL DE PORTUGAL ETABLI EN DATE DU 20/12/2024

INTRODUCTION

Chez Ecco Nova, notre mission est de faciliter les investissements citoyens dans des projets durables et rentables.

Pour ce faire, outre l'évaluation du caractère durable qui fait l'objet d'une méthodologie propre, nous nous appuyons sur un scoring de risque robuste et transparent qui permet d'évaluer le plus fidèlement possible le risque de défaut associé à chaque projet et qui assure que nos investisseurs sont pleinement informés avant de prendre des décisions d'investissement.

La méthodologie s'articule autour de plusieurs phases clés : une présélection rigoureuse de nos investment manager, une analyse approfondie suivie d'une évaluation selon un ensemble de critères diversifiés et pondérés par nos analystes, et enfin un processus décisionnel à travers notre comité d'investissement interne, éventuellement complété par des experts externes.



Notre approche allie des critères quantitatifs et qualitatifs pour fournir une évaluation du risque la plus complète possible.

Cette méthodologie est en conformité avec les exigences de la Autorité bancaire européenne (ABE) et est régulièrement revue en concertation entre les analystes et la direction dans un souci d'amélioration continue.

Notre méthode se veut précise, fiable, à jour et proportionnée à la taille, au type et à la maturité des prêts proposés ainsi qu'aux caractéristiques des projets et de leurs porteurs.

L'objectif de la méthode est d'évaluer la capacité du porteur de projet à faire face à ses obligations financières actuelles et futures.

Les documents et décisions relatifs au scoring de risque sont conservés au minimum 5 ans après le remboursement intégral du prêt octroyé.

METHODOLOGIE

Notre méthodologie s'appuie sur un modèle fondé sur le jugement, intégrant des techniques statistiques et des éléments discrétionnaires dans la prise de décision.

- ✓ Chaque critère d'évaluation se voit attribuer un score de 1 à 5 ;
- ✓ Un poids de 1 à 10 est attribué à chaque critère ;
- ✓ Les critères sont classés par familles et un poids est attribué à chaque famille (excepté les familles relatives aux sûretés) ;
- ✓ Pour chaque famille, une moyenne pondérée des points est effectuée ;
- ✓ Une moyenne pondérée des points des différentes familles (hormis les familles relatives aux sûretés) est effectuée pour obtenir un résultat entre 1 et 5 ;
- ✓ Le résultat obtenu est majoré sur base du score lié aux éventuelles sûretés.

Plus le résultat est élevé, plus le risque de défaut et de recouvrement sont bas.

A chaque résultat correspond un niveau de risque allant de 1 à 5 (voir correspondances ci-dessous).

Le score et le poids accordés à chaque critère et à chaque famille de critères sont subjectifs et propres à Ecco Nova.
Ils reflètent notre expertise et notre expérience en matière d'évaluation du risque.

Il est important de souligner que bien que notre méthodologie de scoring de risque repose sur un cadre bien défini, le poids attribué à chaque critère d'évaluation est susceptible d'être ajusté au cas par cas à la discrétion du comité de crédit.

Dans pareille situation, le paramètre concerné fera l'objet d'un commentaire justificatif.

Cette flexibilité est exercée dans l'objectif exclusif de mieux refléter le risque inhérent au projet en question. Cette approche permet à Ecco Nova de faire preuve de réactivité et d'adaptabilité face aux spécificités de chaque projet, assurant ainsi une évaluation plus précise et fiable.

L'évaluation du scoring de risque et le pricing qui en découle se base sur des informations suffisantes et à jour et s'effectue dans un délai ne dépassant pas les 3 mois précédents l'octroi du prêt.

A. SOURCES D'INFORMATIONS

Les données utilisées pour établir ce scoring proviennent de diverses sources clairement identifiées et datées, à savoir :

- Appréciation propre à Ecco Nova
- Données fournies par le porteur du projet (le "Management"), **dans ce cas, une appréciation est donnée par l'analyste sur la fiabilité de l'information**
- Données publiques
- Données comptables, auditées ou non*
- Données issues de rapports d'expertise tiers indépendants
- Données issues de fournisseurs d'informations financières, comme CreditSafeModi
- taux

Lorsque les états financiers audités ne sont pas disponibles pour les deux derniers exercices, nous l'évaluation de la situation financière du porteur de projet sur des documents établis par un conseiller fiscal, un comptable assermenté ou toute autre personne certifiée soumise à un système d'assurance qualité professionnel.

B. CATEGORIES DE RISQUE

Dans le cadre de notre évaluation, chaque projet est classé dans une catégorie de risque allant de 1 à 5 qui est directement lié à la probabilité estimée de défaut du projet. Voici comment ces niveaux se traduisent :

CATEGORIE DE RISQUE 1 : PROBABILITÉ TRÈS FAIBLE DE DÉFAUT

Les projets dans cette catégorie représentent le niveau de risque le plus bas et sont considérés comme très stables avec une excellente capacité de remboursement.

CATEGORIE DE RISQUE 2 : PROBABILITÉ FAIBLE DE DÉFAUT

Bien que ces projets comportent un risque légèrement plus élevé, ils demeurent largement fiables et possèdent de bonnes capacités financières.

CATEGORIE DE RISQUE 3 : PROBABILITÉ MODÉRÉE DE DÉFAUT

Ces projets présentent un niveau de risque intermédiaire. Bien qu'ils soient globalement solides, des fluctuations dans leur environnement interne ou externe pourraient influencer leur capacité de remboursement.

CATEGORIE DE RISQUE 4 : PROBABILITÉ ÉLEVÉE DE DÉFAUT

Les projets classés dans cette catégorie requièrent une attention particulière. Ils demeurent finançables mais sont associés à un niveau de risque plus élevé qui est compensé par un taux d'intérêt plus élevé.

CATEGORIE DE RISQUE 5 : EXCLUSION DU PROJET

Tout projet qui reçoit ce score est considéré comme trop risqué pour être financé via notre plateforme et est donc exclu de notre sélection.

C. SCORING DE RISQUE ET CONDITIONS DE L'OFFRE (PRICING)

Les critères suivants

- Le montant prêté
- La durée du prêt
- La méthode d'amortissement du capital (amortissement constant, annuité constante ou remboursement in fine « bullet »)
- Les éventuelles garanties offertes
- L'ensemble des frais à la mise en place et à la gestion de l'opération de financement participatif, à travers leur impact sur la rentabilité et les cashflow du projet financé
- Le profil de risque du porteur de projet
- Les conditions de marché au moment de l'émission de l'offre et jusqu'à la maturité

influencent directement le scoring de risque et par conséquent le taux pratiqué.

La valeur actuelle nette et la stratégie du porteur de projet ne nous paraissent pas pertinentes et ne sont pas directement prises en compte dans notre méthode.

Plus le scoring risque est élevé, plus la probabilité de défaut et le taux offert sont élevés.

De plus, certains critères individuels, tels que le 'Loan to Value' ou la solvabilité, peuvent limiter le montant prêté.

A chaque niveau de risque correspond une fourchette de taux.

Cette fourchette de taux tient compte du taux sans risque auquel est ajoutée une prime de risque. Plus le scoring est élevé, plus la prime de risque et donc le taux résultant sont élevés.

Les fourchettes actuelles sont représentées ci-dessous.

Ces fourchettes sont régulièrement mises à jour et au minimum tous les 3 mois afin de tenir compte de l'évolution du taux sans risque et des conditions de marché.

Le taux exact appliqué est ensuite établi par le comité de crédit de manière discrétionnaire en tenant compte de la fourchette de taux spécifique à la catégorie de risque et des conditions de marché.

Ce taux est majoré d'une indemnité de emploi lorsqu'un remboursement anticipé est autorisé. La faculté de remboursement anticipé est généralement offerte au porteur de projet au terme d'une période de 12 mois.

L'indemnité de emploi est le plus souvent dégressive avec le temps et est systématiquement précisée dans le titre de créance consultable préalablement à la souscription.

Enfin, les éléments ayant contribué à l'évaluation du risque crédit et des conditions de l'offre sont conservés pour une durée minimale de 5 ans après l'échéance de l'offre.

D. MISE A JOUR DU SCORING DE RISQUE

Le scoring risque est établi préalablement au lancement d'une offre et est propre à une situation et un contexte et se repose sur certaines hypothèses découlant de ce contexte.

Cependant, ce contexte peut évoluer positivement ou négativement et le résultat du scoring de risque est susceptible d'être impacté.

Ecco Nova n'effectue pas de mise à jour régulière de son scoring mais sera amenée à le faire en cas de défaut effectif ou présumé.

F. AUTRES POLITIQUES ET PROCEDURES

Nous veillons à ce que toutes les informations quantitatives fournies aux clients soient accompagnées d'un exposé qualitatif et d'autres informations supplémentaires qui peuvent être nécessaires pour permettre aux clients de bien comprendre les informations quantitatives.

EVALUATION DU SCORING DE RISQUE

Evaluation qualitative de l'entreprise et de son marché							
	Valeur	Origine de l'information	Date de l'information	Informations quantitatives complémentaires et commentaires	Score	Poids	Echelle d'évaluation
Expérience, connaissance et complémentarité de l'équipe managériale de l'entreprise		Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24	Luis Felipe Suarez-Olea, a fondé ENERSIDE Energy qui a développé plus de 6GW de solaire dans le monde.	4	10	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité de crédit
Complémentarité et diversité de l'actionariat de l'entreprise		Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24	Luis Felipe Suarez-Olea est l'unique actionnaire de Langur Holding Corporation	1	5	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité de crédit
Impact des conditions macroéconomiques de la juridiction où le projet se déroule		Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24		2	6	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité de crédit
Exposition/Risque AML		Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24		3	5	Cl. politique AML
Réputation de l'entreprise		Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24		3	8	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité de crédit sur base d'outils tels que Trustpilot ou outils similaires
Âge de la société ou âge de la société mère en cas de SPV	8	Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24		5	5	Moins de 2 ans = exclusion ; entre 2 et 3 ans = 1 ; entre 3 et 4 ans = 2 ; entre 4 et 5 ans = 3 ; entre 5 et 6 ans = 4 ; + de 6 ans = 5
Parts de marché		Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24	Centrales en activité en Power progress 2MWc et Malhada 3,2MWc au lancement sur 3,2GWc installé en solaire en 2023 au Portugal. PDM < 1%	1	3	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité de crédit
Potentiel de croissance du marché anticipé		Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24	Ambition du gouvernement portugais d'installer pour 10GW d'ici 2030. Cela signifie une croissance annuelle cumulée de 17,7% (vs. 6,9% mondiale sur la même période).	3	5	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité de crédit
Niveau de concurrence du marché		Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24	Marché concurrentiel.	1	3	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité de crédit
Type de client et localisation géographique					1	5	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité de crédit
SCORE TOTAL					2,67		
Evaluation des performances financières passées de l'entreprise							
	Valeur (Année N-3/N-2/N-1/Moyenne)	Origine de l'information	Date de l'information	Informations quantitatives complémentaires et commentaires	Score	Poids	Echelle d'évaluation
Chiffre d'affaires (consolidé)	2 541 322 €	Situation comptable	31/12/21		4	5	Exclusion en-dessous de 500k€ ; Entre 500 et 1.000k€ = 1 ; entre 1.000k€ et 2.500k€ = 2 ; entre 2.500 et 4.000k€ = 3 ; entre 4.000k€ et 6.000k€ = 4 ; +6.000k€ = 5 (basé sur la moyenne des 3 dernières années)
	5 695 000 €		31/12/22				
	4 146 811 €		31/12/23				
	4 127 711 €						
Ratio de solvabilité ((niveau de fonds propres + prêts subordonnés à l'offre en cours) / total du bilan) -	78,6%	Situation comptable	31/12/21		5	7	Exclusion en-dessous de 5% ; de 5 à 10% = 1 ; 10,1 à 20% = 2 ; 20,1 à 30% = 3 ; 30,1 à 40% = 4 ; +40% = 5
	60,3%		31/12/22				
	81,0%		31/12/23				
	73,3%						
Marge brute (Marge brute / Chiffre d'affaires)	87,1%	Situation comptable	31/12/21		5	10	Jusqu'à 10% = 1 ; 10 à 20% = 2 ; 20 à 30% = 3 ; 30 à 50% = 4 ; +50% = 5
	39,9%		31/12/22				
	80,1%		31/12/23				
	69,0%						
Rentabilité de l'actif (bénéfice de l'exercice / total de l'actif)	13,3%	Situation comptable	31/12/21		1	10	Si négatif = 0 ; 0 à 5% = 1 ; 5 à 8% = 2 ; 8 à 10% = 3 ; 10 à 15 = 4 ; +15% = 5
	9,9%		31/12/22				
	-8,7%		31/12/23				
	4,9%						
	3,3		31/12/21				

Liquidité (actifs circulants / dettes à moins d'un an hors comptes courants associés)	1,4 2,8 2,5	Situation comptable	31/12/22 31/12/23		5	5	Jusqu'à 1 = 1 ; 1 à 1,2 = 2 ; 1,2 à 1,5 = 3 ; 1,5 à 1,8 = 4 ; +1,8 = 5
---	-------------------	---------------------	----------------------	--	---	---	--

SCORE TOTAL 3,78

Evaluation des projections financières de l'entreprise, basée sur des hypothèses solides et prudentes au vu des données historiques et des conditions de marché attendues

	Valeur	Origine de l'information	Date de l'information	Informations quantitatives complémentaires et commentaires	Score	Poids	Echelle d'évaluation
Taux de fonds propres post opération(s) de financement en cours (fonds propres + prêts subordonnés à l'offre en cours / Total du passif projeté)	67,7%	Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24		5	10	Subside compris 0 à 10% = 1 ; 10,1 à 20% = 2 ; 20,1 à 30% = 3 ; 30,1 à 40% = 4 ; +40% = 5
Ratio Fonds Propres* (FP) / FP* + quasi FP post opération(s) de financement en cours *tenant compte des prêts subordonnés à l'offre en cours	84,1%	Evaluation propre à Ecco Nova	29/11/24		5	5	0 à 25% = exclusion ; 25 à 35% = 1 ; 36 à 45% = 2 ; 46 à 55% = 3 ; 56 à 65% = 4 ; +66% = 5

SCORE TOTAL 5,00

Evaluation du projet financé, basée sur des hypothèses solides et prudentes au vu des données historiques et des conditions de marché attendues

	Valeur	Origine de l'information	Date de l'information	Informations quantitatives complémentaires et commentaires	Score	Poids	Echelle d'évaluation
Type de projet financé	Photovoltaïque	Evaluation propre à Ecco Nova			5	10	Immobilier = 4 ; Photovoltaïque = 5 ; Grand éolien = 4 ; Hydroélectricité = 4 ; Cogénération gaz = 4 ; Cogénération biomasse = 3 ; Bio-méthanisation = 2
Niveau de développement du projet		Evaluation propre à Ecco Nova			3	10	Promotion: Avec permis = 3 ; Sans permis = 0 Rénovation: Avec permis/ Sans permis nécessaire = 5 ; Sans permis (si nécessaire) = 3
Complexité du montage juridique-financier		Evaluation propre à Ecco Nova		Complexe (cf organigramme).	1	5	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité crédit
Taux de fonds propres post opération(s) de financement en cours (fonds propres + prêts subordonnés à l'offre en cours / Budget total du projet)	NA	Evaluation propre à Ecco Nova					Subside compris 0 à 10% = 1 ; 10,1 à 20% = 2 ; 20,1 à 30% = 3 ; 30,1 à 40% = 4 ; +40% = 5
Ratio Fonds Propres* (FP) / FP* + quasi FP post opération(s) de financement en cours *tenant compte des prêts subordonnés à l'offre en cours	NA	Evaluation propre à Ecco Nova					0 à 25% = exclusion ; 25 à 35% = 1 ; 36 à 45% = 2 ; 46 à 55% = 3 ; 56 à 65% = 4 ; +66% = 5
Marge brute prévisionnelle sur base de la valeur estimée ou Taux interne de rentabilité	41,5%	Evaluation propre à Ecco Nova		Langur PT	5	5	Exclusion en dessous de 20% : 20 à 24% = 1 ; 25 à 29% = 2 ; 30 à 34% = 3 ; 35 à 39% = 4 ; +39% = 5. Majoration de 1 point pour les opérations de marchand de bien car cycle court.
Ratio Loan-to-Value	NA						0 à 60% = 5 ; 60 à 70% = 4 ; 70 à 75% = 3 ; 75 à 80% = 2 ; +80% = 1
Ratio loan-to-cost	NA						0 à 80% = 5 ; 80 à 90% = 4 ; 90 à 95% = 3 ; 95 à 100% = 2 ; +100% = 1
Taux de rentabilité interne TRI (IRR)	NA						0 à 3% = Exclusion ; 3 à 5% = 1 ; 5 à 7% = 2 ; 7 à 9% = 3 ; 9 à 11% = 4 ; +11% = 5
Taux de couverture de dette (DSCR) min.	122,0%	Evaluation propre à Ecco Nova		Malhada	3	10	0 à 110% = Exclusion ; 111 à 115% = 1 ; 116 à 120% = 2 ; 121 à 125% = 3 ; 126 à 140% = 4 ; +140% = 5
Taux de couverture de dette (DSCR) moy.	137,0%	Evaluation propre à Ecco Nova		Malhada	4	5	0 à 120% = Exclusion ; 121 à 125% = 1 ; 126 à 130% = 2 ; 131 à 135% = 3 ; 136 à 150% = 4 ; +150% = 5
Taux de couverture du besoin de financement	97,9%	Evaluation propre à Ecco Nova					
Niveau de commercialisation	NA						0 à 20% = 1 ; 20 à 25% = 2 ; 26 à 35% = 3 ; 36 à 45% = 4 ; +45% = 5
Ecco Score	NA						Excellent = 5 ; Très bon = 4 ; Bon = 3 ; Satisfaisant = 2 ; insuffisant = 1
Autres forces ou faiblesses non reprises ci-dessus				La capacité de remboursement dépend du respect du planning de construction du projet qui est plutôt court.	1	10	

SCORE TOTAL 3,09

Caractéristiques du prêt

	Valeur	Origine de l'information	Date de l'information	Informations quantitatives complémentaires et commentaires	Score	Poids	Echelle d'évaluation
Utilisation des fonds		Evaluation propre à Ecco Nova			2	3	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité crédit
Type de remboursement	Bullet	Evaluation propre à Ecco Nova			2	3	Amortissement constant du capital = 5 ; Annuités constantes = 4 ; Remboursement du capital in fine = 2
Durée du prêt	18	Evaluation propre à Ecco Nova			5	5	0 à 24 mois = 5 ; 25 à 48 mois = 4 ; 49 à 72 mois = 3 ; 73 à 96 mois = 2 ; +97 mois = 1
Période de grâce sur intérêts		Evaluation propre à Ecco Nova					

SCORE TOTAL 3,36

Evaluation de la valeur de la sûreté éventuelle

	Valeur	Origine de l'information	Date de l'information	Informations quantitatives complémentaires et commentaires	Score	Poids	Echelle d'évaluation
Type de sûreté		Evaluation propre à Ecco Nova	28/11/24	Nantissement de 10% des parts de LHC. En cas de d'activation de la garantie, Langur Portugal (entité fille) sera vendue avec un délai estimé de 12-24 mois.	1	5	Hypothèque en rang 1 = 5 ; Hypothèque en rang 2 = 3 ; Autre: Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité crédit
Ratio loan to value de l'actif donné en garantie	27,2%	Evaluation propre à Ecco Nova	28/11/24	Valeur LHC estimée à €184m et nantissement de 10% par rapport au prêt de €5m.	5	10	Exclusion au-dessus de 100% 90 à 100% = 1 ; 85 à 90% = 2 ; 75 à 85% = 3 ; 60 à 75% = 4 ; 60% = 5

Liquidité de l'actif donné en garantie	Evaluation propre à Ecco Nova	28/11/24	Illiquide car nécessite une vente privée de la société fille (ou de ses actifs).	1	10	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité crédit
Volatilité de la valeur de l'actif donné en garantie	Evaluation propre à Ecco Nova	28/11/24	Valeur de l'actif donné en garantie dépend de la performance de HLC, ses entités filles hors scope de cette levée et du projet dont cette levée fait l'objet.	1	5	Score laissé à l'appréciation de l'analyste et du comité crédit
SCORE TOTAL	2,33					

Synthèse des critères d'évaluation			
	Score	Poids	Commentaires
Score qualitatif de l'entreprise et son marché	2,67	5	
Score des performances financières passées de l'entreprise	3,78	5	le poids est adapté selon l'approche (project finance ou corporate finance)
Score des projections financières futures de l'entreprise			
Score du projet	3,09	5	le poids est adapté selon que le projet est logé dans un SPV.
Score des caractéristiques du prêt	3,36	2	
Score de robustesse de la garantie sur le capital (le cas échéant)	0,00	BONUS	
Score de la robustesse du garant	0,00	BONUS	
Score de la valeur de la garantie	2,33	BONUS	
SCORE GRAND TOTAL	3,44		

Catégorie de risque	3
----------------------------	----------

Catégorisation du risque et correspondance des taux (dernière mise à jour le 5/06/2024)	
CATEGORIE 1	Score total supérieur à 4 => taux inférieur ou égal à 5,50%
CATEGORIE 2	Score total compris entre 3,5 et 4 => taux compris entre 5,50 et 8%
CATEGORIE 3	Score total compris entre 3 et 3,5 => taux compris entre 8 et 10%
CATEGORIE 4	Score total compris entre 2,5 et 3 => taux supérieur ou égal à 10%
CATEGORIE 5	Score total inférieur à 2,5 (PROJET NON ADMIS PAR ECCO NOVA)

Faculté de remboursement anticipé et indemnités de emploi	
0 à 12 mois	Remboursement anticipé autorisé
12 à 24 mois	Remboursement anticipé autorisé
24 à 36 mois	NA
+ 36 mois	NA

OPPORTUNITES	MENACES
- Croissance du marché de l'énergie renouvelable.	- Ralentissement économique du Portugal. - Concurrence accrue dans le secteur de l'énergie solaire. - Variabilité des conditions météorologiques affectant la production d'énergie.
FORCES	FAIBLESSES
- Capacité total de 22,5 MWC répartie sur 6 sites (étalement des risques). - Contribution au développement de l'énergie solaire au Portugal.	- Garantie peu liquide. - Dépendance de la construction des sites endéans les échéances prévues.